



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

www.ei-ie.org

Mondes de

n° 31 / Septembre 2009

l'Éducation



Reportage spécial : L'IE ouvre les portes à l'enseignement après le tsunami

L'éducation et la crise financière p. 2 La campagne mondiale sur l'Iran p. 12

Les enseignants turcs face au gaz lacrymogène p. 23 Comblent le fossé numérique p. 28

Recherche : formation de qualité pour les enseignants



©IE

Enseigner est le plus noble des métiers mais c'est aussi l'un des plus difficiles. En effet, les défis rencontrés par un enseignant sont de nos jours si intimidants que beaucoup de jeunes professionnels abandonnent après une courte période

en salle de classe.

Cependant, le monde a aujourd'hui plus que jamais besoin d'eux : 18 millions d'enseignants supplémentaires seront nécessaires pour parvenir à l'Éducation pour Tous en 2015. Confrontés au manque d'enseignants et à des budgets restreints, de nombreux gouvernements recrutent du personnel non qualifié ayant des formations inappropriées et sans perspective de développement professionnel. Or, des solutions telles que celles-ci pénalisent les générations futures. C'est pourquoi l'IE travaille d'arrache-pied à persuader les gouvernements d'investir dans des formations de qualité pour les enseignants. Celles-ci devraient englober les quatre domaines-clés suivants :

- Formation théorique et pratique aux métiers de l'enseignement ;
- Connaissances approfondies des sujets enseignés ;
- Compréhension du développement psychologique des étudiants ; et
- Approches pédagogiques de la citoyenneté active, des mutations technologiques, du VIH/SIDA et de nombreux autres enjeux sociaux.

La formation des enseignants doit être organisée de façon également répartie entre théorie et pratique. Les études théoriques devraient être suivies par des stages et par un soutien personnalisé lors de la prise de fonction. Il faut aussi prévoir de former de façon continue les enseignants afin qu'un développement professionnel leur soit accessible tout au long de leur carrière.

Le moment est venu pour les gouvernements de prendre au sérieux le recrutement, la formation et la rétention d'enseignants qualifiés dans les salles de classe du monde entier.

Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE

Levez la main pour l'éducation !

Une stratégie intelligente pour la reprise

L'éducation est un droit humain universel, pas une marchandise. En ces temps de crise économique, les dirigeants du monde risquent de perdre de vue cette réalité primordiale. C'est une des raisons pour lesquelles l'Internationale de l'Éducation s'attèle à convaincre les gouvernements du monde entier de la nécessité d'investir dans l'éducation pour réagir efficacement à la crise économique mondiale.

Dans ce but, l'IE a lancé une nouvelle campagne et un site web intitulé « Levez la main pour l'éducation : une stratégie intelligente pour la reprise ». L'initiative doit soutenir les 400 organisations membres de l'IE dans leurs efforts pour garantir la promotion de l'enseignement public, et non la réduction de ses budgets, au moment où les gouvernements s'efforcent de faire face à l'impact de la crise. Elle vise également à assurer que les investissements en termes d'éducation profitent aux enseignants et ne soient pas seulement consacrés aux infrastructures scolaires.

Le site web sera un outil essentiel pour établir un lien entre les activités de défense de l'IE au niveau mondial et les actions locales et nationales afin d'encourager le retour des investissements dans des systèmes d'enseignement public forts et stables pour faire face à la crise et trouver des solutions qui satisferont les besoins de la société de la connaissance.

Il inclura des informations sur la crise économique et les décisions affectant le financement de l'éducation, ainsi que des analyses et des commentaires sur un nouveau blog intitulé *Funding education : Crisis Watch* (Financement pour l'Éducation) par Bob Harris, syndicaliste et enseignant chevronné, consultant principal auprès du Secrétaire général de l'IE. Ce site web fournira aussi du

matériel de campagne pour les éducateurs et des illustrations de l'évolution dans différents pays à l'aide des cartes interactives de Google. En cliquant sur la carte de n'importe quelle région du monde, vous aurez accès aux résumés soumis par des syndicats d'enseignants sur la situation dans certains pays. Les syndicats peuvent aussi contacter l'IE sur ce site pour mettre à jour des informations, déposer des rapports ou insérer des liens vers des sites intéressants. N'hésitez pas à partager le matériel de campagne créé par votre syndicat en réponse à la crise. Ensemble, nous pouvons rendre cette campagne réellement mondiale!

Certains pays ont déjà été touchés par des réductions drastiques des budgets alloués à l'enseignement, au personnel et aux salaires, tandis que dans d'autres le pire est encore à venir. Dans tous les pays, il faut plaider avec force en faveur de l'investissement dans l'éducation pour développer une économie plus durable et plus équitable dans le futur. Tous les niveaux scolaires, depuis la petite enfance jusqu'aux enseignements professionnel et supérieur en passant par le primaire et le secondaire, sont importants. L'investissement dans chacun de ces secteurs, ainsi que dans la qualification des éducateurs et du personnel de soutien, sera plus profitable à la société que la perte de nouveaux milliards dans le secteur financier. Le site de la campagne de l'IE vous fournira les données-clés nécessaires pour étayer ces arguments ainsi que pour le lobbying et des supports d'information au public.

Notre message à l'intention des gouvernements? Donnez-nous les outils pour enseigner et pour aider la société de la connaissance de demain. L'IE compte 30 millions de membres, depuis l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur. Nous participons à la solution et pouvons faire la différence!

Aujourd'hui, plus que jamais, il est crucial que les syndicats d'enseignants se mobilisent et persuadent le public et les gouvernements qu'un investissement sérieux dans l'éducation est dans l'intérêt des générations présentes et futures. Si nous voulons empêcher des disparités économiques et une injustice sociale de plus en plus importantes, nous ne pouvons laisser sacrifier les Objectifs du Millénaire pour le Développement sur l'autel de la reprise économique.

Prochaines étapes: L'IE accueillera un séminaire important sur l'impact de la crise économique sur l'éducation en Europe centrale



Les syndicats d'enseignants insistent sur le fait que les étudiants ne devraient pas payer pour la crise économique par des chances d'apprentissage perdues.

et orientale du 2 au 4 septembre à Varsovie, juste avant la rentrée scolaire. Les sujets abordés comprendront:

- › L'impact des emprunts gouvernementaux sur les syndicats d'enseignants, les enseignants et les prestations en matière d'en-

seignement;

- › Les conséquences de la crise financière sur les conditions de travail et le niveau professionnel des enseignants; et
- › Les stratégies de négociation des syndicats en temps de crise financière. III

INFO

Nous vous invitons à visiter www.ei-ie.org/handsup/fr et à informer l'IE des événements dans votre pays et des moyens de défense mis en œuvre par votre syndicat pour protéger l'enseignement public face à la crise. Ensemble, élevons nos voix pour une politique d'investissements en matière d'éducation comme stratégie intelligente pour la reprise!

Condition des enseignants

Des conditions de travail et d'apprentissage en déclin

Par Angele Attard

Au cours de ces dernières années, les conditions de travail des enseignants se sont détériorées partout dans le monde, essentiellement en raison des diminutions très importantes du financement de l'enseignement et des pressions croissantes liées à la charge de travail. Et la crise économique ne peut faire qu'empirer la situation.

Telles sont les conclusions regrettables auxquelles a abouti l'IE, suite à une vaste opération de collecte d'informations pour la préparation d'un rapport important destiné au Comité conjoint OIT-UNESCO d'experts sur l'application des Recommandations concernant la condition du personnel enseignant (CEART). Tous les trois ans, l'IE apporte sa contribution en soumettant au CEART ses conclusions basées sur les informations recueillies auprès de ses organisations membres et sur celles fournies par la propre enquête de l'IE et par toute une série de rapports et d'études complémentaires. Le rapport de cette année insiste sur le fait que la pénurie d'enseignants demeure un problème majeur dans les systèmes éducatifs à travers le monde.

Si l'on souhaite atteindre l'objectif de l'Éducation pour Tous d'ici 2015, 18 millions d'enseignants supplémentaires seront nécessaires dans l'enseignement primaire au niveau mondial. En dépit de la persistance de cette pénurie d'enseignants, peu de mesures ont été prises en vue d'attirer de nouveaux enseignants qualifiés dans la profession. Il est fréquent d'engager des enseignants non qualifiés, travaillant en échange de salaires insuffisants et dans des conditions ne répondant pas aux normes, non seulement pour tenter de remédier à la pénurie d'enseignants mais également pour limiter les dépenses dans l'éducation. Les salaires des enseignants sont généralement trop bas pour leur permettre de mener une vie décente. Dans les pays en développement, le niveau des salaires de

certain enseignants du primaire est proche ou en dessous du seuil de pauvreté. Il arrive que dans les pays industrialisés, le salaire des enseignants soit inférieur à celui perçu dans des professions de valeur égale. L'IE signale que la consultation gouvernementale auprès des organisations d'enseignants a, en général, évolué de manière positive dans plusieurs pays en Europe, en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Asie. Cependant, dans certains pays d'Afrique, notamment en Tunisie et au Cameroun, les gouvernements refusent d'entrer en consultation avec les syndicats d'enseignants. Concernant le cas particulier des enseignants contractuels, la formation appropriée pour exercer la profession d'enseignant est soit inexistante, soit de très courte durée, et la formation continue est bien souvent très mal organisée. En revanche, dans de nombreux pays d'Europe et d'Amérique du Nord, la formation des enseignants est généralement d'excellente qualité et les enseignants ont facilement accès aux différentes possibilités de développer leurs compétences professionnelles et de suivre une formation continue. Les libertés académiques sont respectées dans plusieurs pays d'Afrique, bien qu'elles aient été sérieusement compromises en raison de la répression politique dans certains pays comme le Zimbabwe. Dans les pays du Moyen-Orient, les libertés académiques ont fait l'objet de sévères restrictions en raison des conflits.

Dans certains pays d'Europe (par exemple au Danemark) et d'Amérique latine (par exemple

en Colombie), les tendances néolibérales et les méthodes de gestion basées sur le modèle des entreprises qui caractérisent de plus en plus l'enseignement supérieur ont conduit à des restrictions des libertés académiques. Les enseignants contractuels voient leurs libertés académiques fortement limitées du fait de la nature précaire de leur emploi. De plus, les enseignants sont de plus en plus exposés à la violence et travaillent dans des environnements scolaires peu sûrs. Les conflits politiques et la répression ont conduit à une recrudescence de la violence à l'encontre des enseignants en Colombie et au Moyen-Orient, tandis que des actes de violence ont également été signalés dans certains pays d'Asie et d'Europe. L'IE a fait remarquer au CEART que la Recommandation conjointe de l'UNESCO et de l'OIT de 1966 concernant la condition du personnel enseignant et la Recommandation de l'UNESCO de 1997 concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur sont des instruments internationaux essentiels permettant de protéger et de défendre les enseignants et une éducation de qualité. Cependant, ces recommandations sont peu souvent mises en application dans le monde et les enseignants sont engagés dans une lutte permanente afin de garantir le respect de leurs droits et de leurs conditions de travail conformément à ces recommandations. L'IE s'engage résolument à poursuivre la lutte en faveur de l'application totale de ces recommandations dans les systèmes éducatifs du monde entier. ■■■

Crise économique mondiale

Ce que le FMI et les gouverneurs des banques centrales savaient, mais ne nous ont pas dit

Par Bob Harris

Une des premières annonces suite au Sommet du G20 à Londres en avril dernier a été le lancement du Conseil de stabilité financière (CSF), destiné à assurer la stabilité financière mondiale et, en particulier, à établir des mesures qui empêcheraient une nouvelle crise de se produire à l'avenir. Il rassemblera des acteurs internationaux majeurs : le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'OCDE, les Ministères des Finances de 25 pays et autres.

Le Secrétaire général du nouveau Conseil de stabilité financière est Svein Andresen, qui dirigeait auparavant l'impénétrable Forum de stabilité financière basé à Bâle, en Suisse. Dorénavant, suite au G20, il bénéficiera de plus de personnel ainsi que d'un mandat prolongé : sauver le monde de nouvelles catastrophes financières, rien de moins !

Après le lancement du CSF, Svein Andresen a rencontré la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE. Avec soin et détail, il a présenté le nouveau rôle du CSF, ses structures et ses projets pour réaliser le mandat du G20.

Nous avons obtenu l'autorisation d'observer certains rouages internes d'institutions qui n'avaient jusqu'alors pas ressenti le besoin de parler avec les représentants syndicaux.

Une des tâches du Conseil sera de mettre au point un « système d'alerte précoce », nous a-t-il dit. Cependant, alors que mes collègues syndicalistes autour de la table le mitraillaient de questions, il nous a fait une saisissante révélation : le FMI disposait déjà d'un « système d'alerte précoce ».

Quelques années auparavant, le FMI avait préparé « un rapport pointu » décrivant précisément les risques qu'encourait le

système financier mondial. Les forts déséquilibres du système qui l'empêchaient d'être viable avaient été analysés. Autrement dit, la question n'était pas de savoir si une crise majeure allait surgir, mais *quand*.

Les économistes des syndicats tiraient la même sonnette d'alarme depuis au moins deux ans. Les représentants syndicaux avaient alors été qualifiés d'excessivement pessimistes. Personne ne voulait gâcher la fête !

Mais voilà qu'Andresen nous révélait à présent que le FMI avait fait précisément la même analyse ! Il est certain qu'un tel avertissement n'aurait dû être ignoré. Que s'est-il donc passé ?

« Eh bien », nous a-t-il répondu, « le rapport a circulé dans les circuits internes des banques centrales et des principaux Ministères des Finances, mais personne n'a agi en conséquence ».

Il a poursuivi avec un commentaire elliptique sur la prudence avec laquelle les gouverneurs des banques centrales et les Ministères des Finances devaient manier les informations afin de ne pas troubler les marchés. « Mais le rapport sera probablement publié un jour, bientôt peut-être », a-t-il cherché à nous assurer. J'ai souligné que le CSF était beaucoup plus

visible que son prédécesseur, suite à la façon dont le G20 l'avait mis en avant. Le mouvement syndical mondial doit obtenir une place à la table du débat, avons-nous dit. Si le plan Marshall, qui a donné naissance à l'OCDE actuelle, a pu établir des mécanismes consultatifs avec les syndicats, ainsi qu'avec le milieu des affaires et l'industrie, le CSF peut en faire de même.

Les réunions privées ne sont plus acceptables, avons-nous dit, pas plus que les rapports confidentiels ignorés et gardés secret par peur de « troubler les marchés ».

Aujourd'hui, les portes auparavant closes sont légèrement entrebâillées. Nous avons obtenu l'autorisation d'observer certains rouages internes d'institutions qui n'avaient jusqu'alors pas ressenti le besoin de parler avec les représentants syndicaux. Ces portes doivent maintenant être grandes ouvertes.

Il y a quelques années, dans *The March of Folly*, l'historienne Barbara Tuchman montrait comme les grands bouleversements de l'histoire humaine avaient été précédés par des avertissements qu'on avait ignorés. C'est ce qui s'est passé avec la crise financière : une illustration supplémentaire de la folie collective et de l'échec des institutions. C'est la raison pour laquelle ces dernières doivent être transparentes et les représentants syndicaux obtenir une place autour de la table. ■■■

Reportage spécial: Une vague de solidarité

L'IE aide à rebâtir l'éducation après le désastre du tsunami

Articles et photos par Nancy Knickerbocker

Banda Aceh, Indonésie – De jeunes filles parées de magnifiques coiffes dorées et vêtues de costumes traditionnels de brocard vert et noir lançaient des fleurs roses tout en dansant pour accueillir les visiteurs à la cérémonie de clôture du projet post-tsunami de l'Internationale de l'Éducation à Aceh, la région du nord de Sumatra la plus dévastée par le tsunami cataclysmique du 26 décembre 2004.



Les responsables indonésiens ont été stupéfiés que l'IE ait pu accomplir tant avec un personnel si restreint. De g. à d.: Vivi Sylvia Naution, secrétaire; Aloysius Mathews, coordinateur régional principal; Munziana Adam, instructrice en informatique; Nicolás Richards, coordinateur senior pour la coopération au développement; Nurhasanah, assistante pour les finances; Jerome Fernandez, coordinateur du Projet post-tsunami à Aceh; et Wilda Liana, assistante pour le Programme de la CSI.

Ces enfants font partie des milliers qui bénéficient du projet de coopération au développement le plus complexe et ambitieux jamais entrepris par l'IE. Le Secrétaire général Fred van Leeuwen et Aloysius Mathews, coordinateur régional principal pour l'Asie-Pacifique, se sont rendus à Aceh 10 jours seulement après le tsunami en réponse à un appel urgent de la branche locale de l'affilié de l'IE, l'organisation syndicale *Persatuan Guru Republik Indonesia* (PGRI).

Les scènes de mort et de destruction dont ils ont été témoins resteront à tout jamais gravées dans leurs mémoires: des parties entières de la ville détruites, des milliers de corps flottant parmi les débris dans des eaux toxiques, y compris à l'intérieur des ruines inondées du hall d'entrée du syndicat PGRI, les visages angoissés des survivants cherchant désespérément leurs proches. « Ce sont des images que j'emporterai dans ma tombe », dit Aloysius.

« Pour moi, il est devenu immédiatement évident que nous devons fournir une aide humanitaire plus importante que d'habitude », explique Fred. « L'échelle du désastre était si importante que l'Éducation pour Tous n'aurait jamais pu être réalisée sans une aide substantielle de l'extérieur. »

Le bilan total des morts du tsunami a été estimé à plus de 225.000 personnes dans 11 pays, l'Indonésie et le Sri Lanka ayant été les plus durement frappés. Le désastre était si affligeant que des millions de personnes du monde entier ont ouvert leur



cœur et leur portefeuille dans une énorme vague de solidarité.

L'IE a travaillé principalement avec Oxfam Novib des Pays-Bas, qui a financé intégralement la reconstruction des écoles et les travaux communautaires de réhabilitation. En tout, le programme IE-Oxfam Novib a investi près de 7 millions d'euros dans la construction de 35 écoles à Aceh et plus de 4 millions d'euros pour bâtir 8 écoles au Sri Lanka. L'OIT, la CSI et l'IBB ont également apporté leur soutien.

Au départ, certaines organisations membres étaient très sceptiques car la responsabilité de construire des écoles publiques incombe aux gouvernements et non aux syndicats. Cependant, l'IE et Oxfam Novib avaient prévu non seulement de construire des bâtiments, mais également de mettre en place une réponse holistique aux besoins physiques, psychologiques et professionnels des enseignants, des étudiants et des communautés.

« Il est vrai que nous sortions du travail habituel d'un syndicat », reconnaît Nicolás Richards, coordinateur senior pour la coopération au développement au sein de l'IE. « Mais comment soutenir les enseignants si leurs écoles ont été emportées ? S'ils n'ont pas de travail ? Ainsi nous avons posé les fondations du travail syndical des années à venir... et nous avons mis en place de nouveaux repères pour une éducation de qualité. »

Jérôme Fernandez, un enseignant syndicaliste malais, a été chargé de coordonner le projet. Il reconnaît franchement qu'à son arrivée à Aceh en mai 2005, il ne connaissait rien au domaine de la construction. « Je ne sais même pas planter un clou. » Mais il savait que l'IE exigeait du savoir-faire et une démarche éthique. Ce n'était pas facile en



Des étudiantes à l'entrée de la bibliothèque scolaire à Banda Aceh. Chaque école reconstruite par l'IE est bien fournie en ordinateurs, en livres et en ressources pédagogiques.

raison de la situation chaotique, de l'apport massif d'argent depuis l'étranger et de la corruption omniprésente.

Selon le Baromètre global de la corruption 2009 de Transparency International (TI), l'Indonésie est le septième pays le plus corrompu sur la liste des 69 pays observés. TI a observé que la reconstruction consécutive à

des désastres majeurs était la porte ouverte à la corruption en raison d'une tendance à contourner les procédures habituelles afin de garantir une reconstruction rapide. Jérôme a dû éconduire des douzaines d'entrepreneurs véreux, refuser des pots-de-vin et même fait face à des menaces. Mais l'IE a mis en place un système efficace de



contrôle, afin qu'« aucune roupie ne soit perdue », a-t-il dit.

Le programme IE-Novib comprenait la construction d'écoles antisismiques équipées de mobilier adapté aux enfants, de bibliothèques bien remplies, de matériel d'apprentissage adéquat, y compris d'ordinateurs, de bureaux et de logements pour les chefs d'établissements, et l'allocation de bourses pour les étudiants orphelins dans le besoin. En outre, il soutenait le développement professionnel par le biais de for-

mations au nouveau programme en vue de pallier le manque d'enseignants dans certaines matières, de cours de développement des capacités pour les dirigeants syndicaux et de sessions d'assistance psychologique pour permettre aux enseignants de faire face à leur traumatisme psychologique et à celui de leurs étudiants.

Bien sûr, les séquelles physiques et psychologiques de la tragédie n'étaient jamais loin. Jérôme se souvient : « J'ai ramassé des os humains de mes propres mains sur notre terrain de construction ».

L'IE a fait appel à l'expertise de ses affiliés. Par exemple, des membres de l'*Australian Education Union* sont venus pour offrir une formation en gestion et direction d'établissement scolaire aux chefs des écoles, tandis que des membres du *Japan Teachers Union* ayant déjà été victimes de séismes sont venus partager leurs compétences et leurs connaissances en aide post-traumatique. Cette contribution s'est avérée être un élément essentiel du projet, puisqu'à Aceh comme au Sri Lanka les conflits civils aggravaient les conséquences de la catastrophe naturelle.

En trois décennies de guerre entre les séparatistes d'Aceh et l'armée indonésienne, environ 15.000 personnes ont été tuées. Toutefois, suite au tsunami, les deux parties ont décidé de se rassembler pour le bien du pays et ont signé un accord de paix en 2005. En revanche, au Sri Lanka, le conflit entre la majorité cingalaise et la minorité tamoule a continué jusqu'en 2009, empêchant l'IE de construire l'ensemble des écoles prévues. Pourtant, avec 35 nouvelles écoles à Aceh et

8 au Sri Lanka, il ne fait aucun doute que l'IE a apporté un changement à long-terme dans les vies de milliers d'enfants, ouvrant les portes de l'apprentissage dans des lieux où l'accès à l'enseignement avait été nié.

Les membres du personnel en charge du projet s'accordent à dire que les défis principaux dans le futur seront la viabilité et l'entretien des écoles en dépit du manque de fonds alloués à l'enseignement public, ainsi que la poursuite de la construction de la capacité des syndicats à défendre des salaires et des conditions de travail décentes pour les enseignants et une éducation de qualité pour les étudiants.

Sofyan Suleiman, qui dirige le service en charge de l'éducation à Banda Aceh, a remercié chaleureusement l'IE pour sa participation à la reconstruction de l'éducation dans la région dévastée. « L'approche de l'IE a été totalement différente de celle des autres organisations qui travaillaient dans le secteur de l'éducation à la suite du tsunami », a-t-il dit. « Je peux vous garantir que nous allons surveiller la situation sans relâche et maintenir le niveau des écoles. Nous allons même essayer d'en améliorer. »

Revenant sur le programme de travail sans précédent accompli par l'IE, Fred van Leeuwen dit : « Je suis fier du projet post-tsunami pour plusieurs raisons. Nous avons montré que les enseignants sont capables, lorsque c'est nécessaire, de construire des écoles, de former des enseignants et de prendre soin des enfants. Les enseignants ne se contentent pas de se sentir concernés – nous pouvons aussi faire la différence ! » III

IE: Reconstruire Aceh à travers l'Éducation pour Tous

- 35 nouvelles écoles ont été construites et équipées
- 3.655 étudiants ont bénéficié de bourses scolaires
- 1.655 enseignants ont reçu une formation pédagogique
- 2.825 enseignants ont reçu une formation informatique
- 389 enseignants ont participé aux sessions d'aide post-traumatique
- 13 branches du syndicat indonésien PGRI ont participé aux cours sur le développement des capacités pour les syndicats.

En réponse à l'Appel d'action urgente de l'IE, des organisations membres, des enseignants de base et des étudiants ont contribué pour près de 800.000 euros à la reconstruction suite au tsunami.

Reportage spécial : Une vague de solidarité

Les enseignants surmontent le traumatisme du tsunami grâce à l'aide de l'IE



L'enseignante Irianti a joué un rôle-moteur dans le programme de l'IE sur l'aide post-traumatique. Aider d'autres qui avaient aussi perdu des êtres chers dans le tsunami l'a aidée à se remettre elle-même de la mort de ses filles, Nadia et Fitria.

« J'ai pensé que la fin du monde était arrivée. J'ai cru que c'était un signe d'Allah, que mon destin était d'être tuée par la vague noire. »



Irianti Syabaruddin, enseignante et mère de famille, se trouvait au supermarché ce dimanche matin fatidique où la terre trembla. Le sol se déroba sous ses pieds et les marchandises com-

mencèrent à tomber des rayons. Ensuite, son seul souci fut de rentrer chez elle pour retrouver le plus vite possible sa famille.

Irianti ne le savait pas, mais elle avait ressenti les premières secousses d'un séisme sous-marin d'une magnitude de 9,3, le second le plus important jamais enregistré par un sismographe. L'épicentre se situant à seulement 100 km au large de la côte ouest de Sumatra, sa ville natale de Banda Aceh, en Indonésie, était directement sur la route de l'imminent tsunami qui allait bientôt détruire sa famille et dévaster sa communauté.

Chez elle, Irianti trouva sa mère, son mari et ses deux filles dans la cour. Les environs commencèrent rapidement à être inondés et elle ordonna à ses enfants et à sa mère de s'échapper en voiture avec des voisins, tandis qu'elle et son mari s'enfuyaient vers un endroit plus élevé. Soudain le couple fut séparé par la force monstrueuse de l'eau.

« J'ai pensé que la fin du monde était arrivée. J'ai cru que c'était un signe d'Allah, que mon destin était d'être tuée par la vague noire. »

Irianti n'était pas morte mais s'était évanouie sous le choc. Quand elle reprit connaissance, elle était accrochée à un morceau de bois. « Les eaux bouillonnaient de débris et tournoyaient autour de moi. Des gens me hurlaient de faire attention car la seconde vague arrivait. »

Les scientifiques ont par la suite confirmé que le tsunami avait atteint une hauteur de 24 mètres lors de son arrivée sur les longues étendues de la côte d'Aceh et même 30 mètres à certains endroits dans l'intérieur des terres.

La deuxième vague projeta Irianti dans un garage, où des courants puissants l'entraînèrent au fond de l'eau. « J'ai commencé à paniquer, puis je me suis souvenue de

ce que j'avais appris pendant les cours de psychologie à l'université. J'ai essayé de me calmer en imaginant que j'étais dans une belle pièce calme. »

Après être remontée à la surface, elle fut capable de se hisser sur le toit d'une maison à proximité en compagnie de quelques autres femmes. Comme les eaux se retiraient, les femmes sont descendues mais Irianti ne put les suivre. Il y avait des cadavres dans l'eau et de nombreuses personnes gravement blessées. Le temps passa et Irianti réalisa qu'elle était seule sur le toit, peut-être seule au monde. C'est à ce moment qu'elle commença à crier. « J'appelais mes enfants et mon mari. Je ne pouvais pas m'arrêter. »



Pendant ce temps, dans les environs de Gampong Baro, le tsunami avait complètement détruit l'école primaire n°31. La direc-

trice Isjalidar Ishak Ibrahim se rappelle de la vague qui emporta tout le second étage du bâtiment et le déposa un kilomètre plus loin dans un autre village. Curieusement, les portes sont restées fermées et les meubles à l'intérieur, bien que le bâtiment ait été déplacé. Seules les fondations sont restés à l'emplacement d'origine de l'école.

Six enseignants et le concierge de l'école sont décédés, en plus de la presque totalité des 169 enfants qui étaient en classe. On compte environ 2.300 enseignantes et enseignants d'Aceh et 20.000 élèves parmi les 230.000 personnes qui périrent dans le tsunami, ce qui en fait une des catastrophes connues les plus meurtrières de l'histoire.

Depuis lors, Isjalidar cherche en vain son mari qui n'a jamais été retrouvé. Sa collègue Cutmalakasma a aussi perdu son mari, ainsi que ses deux fils âgés de 11 et 7 ans. Elle dit : « Je m'en souviens comme si c'était hier. Je n'oublierai jamais. »



La directrice scolaire Isjalidar Ishak Ibrahim indique la formation à la direction d'établissement offerte par l'IE lui a permis d'acquérir de nouvelles compétences et d'offrir une éducation de meilleure qualité dans la nouvelle école.

• • •

De nombreux professionnels de la santé et travailleurs des organisations humanitaires ont témoigné d'un traumatisme psychologique généralisé associé au tsunami. Les croyances traditionnelles dans plusieurs régions touchées veulent que ce soit un membre de la famille qui enterre le mort, mais dans de nombreux cas il ne restait aucun corps à inhumier. On compte au moins trois fosses communes à Aceh dont certaines contiendraient les dépouilles de 4.000 personnes. Aceh est une société islamique particulièrement religieuse et conservatrice où certains ont considéré que le tsunami était une punition divine.

Au lendemain du tsunami, Irianti et son époux, Atqia Abubakar, sont tombés dans une profonde dépression suite à la perte de sa mère et de leurs filles Nadia, 11 ans et Fitriah, 6 ans. En fait, toutes les familles de la communauté étaient sous le choc, victimes de cauchemars et de phobies.

« Je n'arrêtais pas de penser : « Et si... ? Je me sentais coupable d'avoir survécu et je m'en voulais », explique Irianti. « Certains étaient en colère contre Dieu. Mais après quelques semaines, j'ai réalisé que mon destin était de survivre. »

En tant que psychologue de formation, Irianti pensa que pour ses enfants, elle devait faire de sa douleur une force pour aider les autres. Elle a participé aux sessions de formation à l'aide post-traumatique de l'IE et du syndicat japonais JTU et est devenue une dirigeante respectée du programme. « Vous pouvez imaginer que si nous n'avions pas reçu l'aide des pays étrangers... la guérison psychologique et mentale des personnes traumatisées aurait été beaucoup plus lente. »

Irianti et son époux Atqia ont commencé à visiter les villes de tentes et les camps de réfugiés, exprimant leur chagrin et se soutenant mutuellement. Ils ont travaillé avec les femmes d'une communauté appelée Lamnga pour créer une pièce de théâtre sur leur expérience, qu'elles ont ensuite jouée à Aceh et même jusqu'à Djakarta.

John Brownlee de l'ONG Mercy Corps a écrit : « A travers ce théâtre communautaire, j'ai

personnellement vu les femmes Lamnga devenir des agents d'un changement positif dans leur communauté. Leur persévérance et leur dévouement face à leurs accablantes pertes personnelles rendent hommage à l'esprit humain et sont source d'inspiration pour nous tous. »

• • •

Au cours des semaines qui ont suivi le tsunami, la directrice Isjalidar a eu vent d'une rumeur selon laquelle le gouvernement essayait de récupérer le site où se situait son école auparavant. Convaincue que l'enseignement reprendrait un jour en dépit de toutes ces pertes humaines, elle s'est rendue sur place et a planté un panneau qui disait : « Entrée interdite. Ici est notre école ».

Et en effet, grâce à l'IE, une nouvelle école a été construite sur ce même site. Ses murs sont d'un jaune chaleureux à la bordure couleur pêche. Elle compte six salles de classe, une bibliothèque, une pièce polyvalente avec 16 ordinateurs, une salle de prière, un bureau pour la directrice et des locaux pour le personnel. « L'école est complète. Tout ce que nous avons à faire c'est nous y rendre et enseigner », explique Isjalidar.

Elle a participé aux sessions de formation offertes par l'AEU, syndicat australien, sur la direction des établissements scolaires de l'IE, et a manifestement pris ces leçons à cœur. Son école fait partie des écoles les mieux dirigées et aux meilleurs résultats parmi tous les établissements de l'IE, affirme le coordinateur de projet Jérôme Fernandez. Sa collègue Cutmalakasma explique que les sessions d'aide post-traumatique auxquelles elle a participé par l'intermédiaire de l'IE l'ont aidée personnellement à supporter la perte de sa famille et lui ont permis de mieux aider ses élèves, en particulier les orphelins. « J'ai appris comment les aider à se souvenir du tsunami et comment l'étudier. Les enfants avaient très peur et ils cherchaient du réconfort auprès de nous, les enseignants. »

Aujourd'hui, les élèves ont des entraînements sur la conduite à adopter en cas de séisme et étudient les tsunamis. Malgré cela, leur école semble un lieu joyeux et



Des travailleurs construisent un mémorial consacré au tsunami sur l'emplacement de l'une des trois fosses communes de Banda Aceh. Les restes de plus de 4.000 personnes sont présumés être enterrés ici.

animé où les enfants rient et jouent, déchargés de leurs terribles souvenirs. Certains enfants reçoivent des bourses de l'IE pour couvrir les frais de fournitures scolaires, d'uniformes et autres besoins.

Deux des bénéficiaires de la bourse se trouvaient parmi les danseuses de la cérémonie de clôture du projet de l'IE. Quand elle sera grande, Faadhilah, 11 ans, veut devenir enseignante ou médecin. Elle est heureuse à l'école car elle y a de nombreux amis. Elle aime jouer dans la cour de récréation, lire à la bibliothèque et utiliser la salle des ordinateurs. « Lorsque je rentrerai au collège, je serai déjà capable d'utiliser un ordinateur ! » Zurrahmah, 12 ans, explique qu'elle aime beaucoup son école car le bâtiment est beau et que les professeurs sont très bien. « Nos professeurs s'occupent de nous et répondent toujours très bien à nos questions. » Zurrahmah veut devenir banquière quand elle sera grande car, dit-elle, « ce sont les gens honnêtes qui devraient devenir banquiers ».

Le coordinateur de l'IE Jérôme Fernandez dit que c'est précisément ce genre de remarque qui illumine ses journées. « Mettre en valeur l'excellence chez les enfants est une croisade... Nous réalisons le succès de notre mission lorsque nous nous rendons dans une école et que nous voyons les visages souriants des enfants, leur joie d'apprendre. On ne peut pas exprimer cela avec des mots ou le mesurer en argent. » III

Droits humains et syndicaux

Solidarité internationale avec les travailleurs iraniens

Alors que des milliers de citoyens iraniens sont descendus dans les rues de Téhéran et d'autres villes pour exiger une procédure électorale nationale équitable, les travailleurs à travers le monde ont exprimé leur soutien à la justice sociale en Iran. Le 26 juin, l'IE et ses affiliés se sont joints à des syndicalistes et à des militants dans de nombreux pays afin d'exiger des droits et la justice pour les travailleurs iraniens. Des manifestations devant des ambassades et des lettres ont envoyé un message fort aux autorités iraniennes : l'heure est venue de respecter les droits humains et syndicaux !

Avec la Confédération syndicale internationale, la Fédération internationale des ouvriers du transport et l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes, l'IE fait partie des quatre organisations syndicales mondiales représentant plus de 170 millions de travailleurs qui ont appelé à la Journée d'action sur l'Iran. Cette campagne a été appuyée par Amnesty International.

A Bruxelles, la Secrétaire générale adjointe de l'IE, Jan Eastman, a pris la parole lors d'un rassemblement devant l'ambassade iranienne. Elle a souligné que l'heure était venue de respecter les droits syndicaux, tant au niveau légal qu'en pratique. Elle a appelé le gouvernement iranien à abandonner toutes les charges retenues contre des syndicalistes en raison de leurs actions syndicales de protestation et de procéder à leur indemnisation pour les dommages subis suite à ces condamnations.

Jan Eastman a également indiqué que l'heure était venue de suspendre la condamnation à mort du syndicaliste enseignant iranien Farzad Kamangar, d'annuler sa peine d'emprisonnement et d'ordonner sa libération. Au nom des 30 millions d'enseignants et de travailleurs de l'éducation que représente l'IE, Jan Eastman a également exhorté les



© C. CARROUÉ/IE

La Secrétaire générale adjointe de l'IE Jan Eastman déclare devant les manifestants à Bruxelles que l'heure est venue de respecter les droits syndicaux, tant au niveau légal que dans la pratique, en Iran.

autorités iraniennes à libérer les militants syndicalistes enseignants emprisonnés, y compris Sajad Khaksari, le fils de Mohamad Khaksari de l'*Iranian Teachers' Trade Association*, Hashem Khastar, Jafar Ebrahimi, Alireza Hashemi, ainsi que de nombreux enseignants dont on ignore toujours les noms.

« L'IE exige que le gouvernement iranien mette un terme aux arrestations d'enseignants et qu'il soutienne plutôt leur travail qui consiste à éduquer la génération suivante dans un monde démocratique et durable, un monde dans lequel tous les individus puissent entretenir le respect, la dignité et l'espoir d'une vie décente », a expliqué Jan Eastman.

Les affiliés de l'IE ont pris une part active au plan mondial lors de la Journée d'action sur l'Iran. Ils ont manifesté conjointement avec d'autres syndicats devant les ambassades iraniennes dans leurs pays respectifs.

En Asie-Pacifique, dans leurs lettres au Président iranien Mahmoud Ahmadinejad, le *Hong Kong Professional Teachers' Union* et

le *National Teachers' Association* (NTA) de Taiwan ont demandé le droit à la liberté syndicale pour les enseignants. Wu Chung-Tai, Président de la NTA, a appelé à la ratification par le gouvernement iranien des Conventions fondamentales de l'OIT, ainsi que la conclusion d'accords de convention collective.

En Indonésie, le PGRI a participé à une action à Djakarta. Le NUTP malais a rassemblé des signatures et appelé à l'envoi de lettres de protestation au gouvernement iranien. L'*Australian Education Union* a rejoint d'autres syndicats pour appeler leur gouvernement à faire pression pour mettre un terme aux abus et aux violations des droits des travailleurs en Iran.

En Europe, l'affilié allemand GEW a exigé « la libération immédiate et inconditionnelle des militants syndicaux emprisonnés ». En Suède, le *Lärarförbundet* s'est joint à d'autres syndicats suédois pour remettre une lettre à l'ambassadeur iranien, soulignant que « l'introduction de la démocratie et de droits humains internationalement reconnus dans

la société iranienne est nécessaire de toute urgence.» Les affiliés britanniques ont manifesté aux Royaume-Uni, l'UNSA-Education en France et la FE.CC.OO en Espagne. Aux Pays-Bas, les enseignants syndicalistes de l'AOb ont mis à profit leur Conseil général le 26 juin pour en discuter et prendre des photos individuelles témoignant de leur solidarité avec les travailleurs iraniens.

En Amérique du Nord, la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants a manifesté dans la capitale fédérale, Ottawa. Emily Noble, Présidente de la FCE, s'est adressée à la foule: «les enseignants canadiens sont atterrés par l'interdiction par le gouvernement iranien de la publication de l'*Iranian Teachers Trade Association* intitulée *Teachers' Pen*. La liberté d'expression et la liberté syndicale constituent des droits humains fondamentaux qui nous sont chers». Aux Etats-Unis, la National Education Association a envoyé une lettre à la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton, lui rappelant que les membres du syndicat iranien «ont été attaqués et détenus chaque fois qu'ils ont cherché à se réunir. Ce mépris continu du gouvernement iranien pour les normes fondamentales du travail et les droits humains est inacceptable». Les enseignants syndicalistes lui ont également demandé d'exiger des autorités iraniennes la libération immédiate de Farzad Kamangar.

Il s'agissait de la troisième Journée mondiale d'action en solidarité avec les travailleurs et les enseignants iraniens et il est certain que les syndicats mondiaux et nationaux répondront présent l'an prochain s'il n'y a pas d'évolution positive en Iran. Les syndicats et Amnesty International sont prêts à continuer de défendre le droit des travailleurs aux libertés d'association, syndicale et d'expression, en Iran et partout ailleurs.

« Ensemble nous combattons, ensemble nous gagnons! » III



Australie



Hong Kong



Turquie



Thaïlande



Royaume-Uni



Etats-Unis



Allemagne



Indonésie



Espagne

Des manifestations comme celle de Londres ont pris place devant des ambassades et des consulats iraniens à travers le monde en soutien aux travailleurs iraniens.

Enseigner derrière les barreaux

Réinsérer les détenus par l'éducation

Par Claude Carroué

Sophie Dupont, enseignante de gestion, parque sa modeste voiture devant l'imposant bâtiment composé de 3 ailes, chacune de quatre étages. A l'entrée, elle présente sa carte d'identité. Un sourire au bord des lèvres, elle salue le garde qui lui remet un bipper. Elle doit souvent attendre qu'une grille soit entièrement fermée avant que la suivante s'ouvre et elle progresse petit à petit vers sa salle de classe à travers les couloirs lumineux. Depuis trois ans, elle donne une formation à la prison de haute sécurité pour hommes d'Andenne, dans la campagne belge. Ses étudiants purgent de longues peines, le plus souvent de 3 à 10 ans. « Je ne sais pas pourquoi le détenu est là. Parfois, la presse m'indique qui il est et pourquoi il se trouve entre quatre murs. Pour moi, avant tout, ce n'est pas un numéro, mais un prénom. J'attache de l'importance à l'humain, au relationnel et à mettre de la structure. »

« Je veux être une enseignante accessible, poursuit-elle. Je casse l'image de l'école

traditionnelle et j'accepte de me remettre en cause. J'ai bâti d'année en année une réputation basée sur la confiance. Il existe un respect mutuel. Il est primordial de respecter sa parole vis-à-vis d'eux. »

Elle a littéralement trouvé refuge dans l'enseignement en prison. Menacée en 1997 par un étudiant dans une école technique, elle a appréhendé de retourner y enseigner. Elle a obtenu un mi-temps de promotion sociale, et un autre en milieu carcéral, qui lui convient tout à fait : « Je m'amuse ! D'ailleurs, je songe à demander une réclusion à perpétuité avec une semi-détention inversée ! Je me sens plus en sécurité en prison, entourée de gardes, qu'en dehors dans une école technique. »

De par sa motivation, son dynamisme et son état d'esprit positif, qualités qu'elle juge essentielles pour enseigner en prison, elle s'efforce d'être « le rayon de soleil » des détenus s'ils sont déprimés.

« Je vois la prison sous un aspect positif, pas en pensant à une prise d'otage ! J'ai toujours à l'idée que je peux en remettre un ou deux sur le droit chemin. Il ne faut pas juger les gens, les condamner une seconde fois, mais essayer de comprendre leur parcours. »

Une opinion partagée par son collègue, Salvatore Scavone, qui enseigne la soudure depuis deux ans et demi.

« Ils ont fait du mal à la société, mais je les aide à s'en sortir. L'insertion est pour tout le monde, chacun peut commettre des erreurs. Certains ont été remis sur les rails. Et j'aime expliquer mon métier aux jeunes. Ici, nous sommes en milieu carcéral, avec des personnes plus adultes. J'aime le contact, on réfléchit ensemble. »

Comment les détenus perçoivent-ils ces enseignants, eux qui, pour la plupart, ont

vécu l'école comme un lieu de souffrance et d'échec ? Les formations leur permettent d'avoir plus de cartes en mains à leur libération, mais pour Bruno, Mohamed et Saïd, en cours de soudure, la motivation principale est de se libérer l'esprit et quitter leurs cellules pour quelques heures.

« Le professeur est quelqu'un d'extérieur, souligne Bruno. C'est un lien différent de celui entretenu avec les matons. Il vient donner. Nous apprenons à travailler en groupe. Tout le monde s'entraide pour faire les exercices. »

Les relations entre les enseignants et le personnel pénitentiaire ? Sophie Dupont explique que les surveillants vivent mal le fait que les enseignants puissent être perçus par les détenus comme les 'bons' et eux comme les 'mauvais'. De plus, le personnel de la prison pense parfois que les enseignants vont systématiquement prendre le parti des détenus et les voir à leur tour comme des 'mauvais'. De leur côté, les enseignants ne comprennent pas toujours la raison de tous les contrôles et s'adaptent mal aux lourds rouages sécuritaires de la machinerie pénitentiaire, pourtant essentiels.

Stéphanie de Ketele, directrice en charge des formations de la prison, déclare :

« Nous travaillons beaucoup à la diminution des tensions entre le personnel pénitentiaire et les enseignants. Nous avons organisé une équipe disciplinaire à cet effet. »

Sophie Dupont le reconnaît : « Je n'ai pas la même étiquette que les surveillants et le message passe mieux. Mais nous avons tous le même but : les aider à préparer au mieux leur réinsertion. »

Suivre une formation a un impact favorable sur la vie des détenus en prison. D'après les premiers résultats d'une étude de l'IE



© M. DE KONING/IE

Sophie Dupont dans sa classe à la prison pour hommes de haute sécurité d'Andenne, en Belgique.



Salvatore Scavone, enseignant du professionnel, apprécie de partager les techniques de la soudure industrielle avec ses étudiants très motivés.

sur l'éducation en milieu pénitentiaire, la législation nationale garantit l'éducation aux personnes détenues dans une large majorité des 40 pays où les syndicats ont répondu à l'enquête.

L'objectif de cette enquête était de savoir : Qui et où sont les enseignants travaillant en prison ; s'ils sont membres d'affiliés de l'IE ; quelles sont leurs conditions de travail ; et ce que l'IE peut faire pour eux. Cette étude a été menée suite à l'adoption lors du 5ème Congrès mondial de l'IE en 2007 d'une Résolution sur l'éducation en milieu pénitentiaire. Cette dernière affirme que les personnes emprisonnées ont le même droit à l'éducation et au respect de leurs droits humains que toutes les autres. Elle s'intéresse à la reconnaissance des qualifications obtenues en prison et au développement personnel à la fois des détenus et des enseignants.

« Tout individu possède un droit à l'éducation, qu'il soit incarcéré ou non », déclare la Secrétaire générale adjointe de l'IE, Jan Eastman. « Lorsque les prisonniers ont accès à l'éducation, cela est bénéfique pour eux individuellement et pour la société en général. »

La Résolution estime que les étudiants en milieu carcéral doivent avoir accès à des programmes qui accordent des qualifica-

tions reconnues. A Andenne, les étudiants suivent le même cursus, fixé par l'Etat, que les étudiants en école ordinaire et, s'ils réussissent, ils obtiennent un certificat national de métallier-soudeur.

En Belgique, comme dans d'autres pays, les syndicats d'enseignants insistent sur leur rôle dans la certification des diplômés. Selon Régis Dohogne, ancien secrétaire général de CSC-Enseignement, à présent expert à la Région wallonne, « les programmes des cours sont les mêmes, qu'ils soient donnés par la promotion sociale ou dans une école ordinaire. L'idée est de développer une offre en termes d'alphabétisation et de diplômes d'études de base, qui doit être présente dans toutes les prisons. »

Les enseignants qui œuvrent à la réinsertion des détenus doivent, comme les prisonniers, voir leurs droits reconnus et garantis. Pour 24 des 43 syndicats qui ont répondu à l'étude de l'IE, leur souci majeur est que la majorité de leurs étudiants ont des difficultés d'apprentissage et des besoins spéciaux qui ne peuvent pas toujours être pris en compte. Les syndicats relaient également la préoccupation des enseignants pour leur santé et leur sécurité personnelle.

La résolution indique aussi que « les ensei-

gnants travaillant en milieu pénitentiaire doivent se voir reconnaître notamment le droit d'être représentés par leur syndicat, en particulier dans leur environnement de travail, mais aussi à un emploi sûr avec une compensation supplémentaire en lien avec les circonstances particulières de leur environnement de travail ». L'étude de l'IE révèle que les termes et conditions d'emplois sont différents pour les enseignants travaillant en prison car le travail est 'sous-traité' et il existe une source distincte de financement pour cela. Les employeurs opéreront seulement dans les limites d'un budget donné et trop souvent, les enseignants en prison seront soumis à un contrat au statut inférieur. Régis Dohogne prévient qu'« il faut être attentif à ce qu'ils ne soient pas discriminés pour la nomination à titre définitif, pour entrer dans le régime statutaire ».

« Il y a beaucoup de générosité chez les enseignants, beaucoup souhaitent se dédier à ce genre de public », rappelle Régis Dohogne.

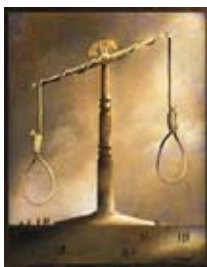
Sophie Dupont et Salvatore Scavone font partie des nombreux enseignants à travers le monde qui apportent aux détenus des compétences sociales et une éducation. Ils leur donnent une raison de se lever le matin et de garder espoir en l'avenir. ■■■

Journée mondiale contre la peine de mort

Eduquer à l'abolition

“Ouvrez une école, vous fermerez une prison.”
– Victor Hugo

Par Angelika Striedinger



Quel pays exécute le plus d'individus en appliquant la peine de mort? La Chine. En 2008, plus de 70% des exécutions capitales dans le monde ont eu lieu dans ce pays, la

plupart d'entre elles suite à des procès inéquitables.

Quel pays détient le record d'exécutions capitales par tête d'habitant? L'Iran. L'Iran est également connu pour être un des pays à avoir appliqué, l'an dernier, la peine de mort à des délinquants mineurs d'âge, en dépit de l'indignation mondiale.

Quel est le seul pays des continents américains à recourir régulièrement à la peine de mort? Les Etats-Unis. En 2008, près de la moitié de l'ensemble des exécutions capitales aux Etats-Unis ont eu lieu au Texas, y compris les exécutions de citoyens mexicains qui se sont vu refuser le droit d'être représentés par un avocat.

En 2008, la Chine, l'Iran et les Etats-Unis, ainsi que l'Arabie saoudite et le Pakistan, ont été responsables de plus de 90% des exécutions capitales dans le monde. Ces pays représentent le plus grand défi à surmonter pour parvenir à abolir la peine de mort mondialement.

10 octobre : Journée mondiale contre la peine de mort

Chaque année, la Coalition mondiale contre la peine de mort célèbre cette Journée mondiale, le 10 octobre, à travers des actions et des initiatives dans le monde entier.

L'IE s'est associée à la mission particulière de cette année consiste à éduquer les étudiants à l'abolition.

« Comme enseignants, notre mission dans

la société est bien d'ouvrir les esprits, de donner à tous les enfants, à tous les jeunes, les moyens de devenir les citoyens éclairés de demain. Alors quoi de plus naturel pour nous que d'éduquer à la tolérance, au respect le plus absolu de l'autre, à la justice et aux droits? C'est une part de notre identité, de notre éthique professionnelle », explique Francis Barbe du syndicat d'enseignants français SNUIPP, un affilié de l'IE.

Afin d'apporter un soutien aux enseignants dans le cadre de cette mission, la Coalition mondiale a élaboré un guide pédagogique à l'intention des enseignants s'adressant à des élèves de 14 à 18 ans. Il contient des instructions permettant d'organiser des jeux de rôle et des débats, ainsi que des propositions de films, chansons et œuvres littéraires pouvant être utilisés pour éduquer à l'abolition.

Irréversible, inutile et injuste

Le message du guide est clair et limpide : aucun système judiciaire n'est infaillible. Or la peine de mort est un châtement irréversible qui ne permet aucun retour en arrière et qui, en outre, exclut toute possibilité de réhabilitation.

Comme le souligne Amnesty International : « La peine de mort est l'un des symptômes d'une culture marquée par la violence et non un remède à ce fléau ».

Le plus souvent, la plupart des condamnations à mort sont prononcées contre les personnes démunies, les malades mentaux ou d'autres groupes marginalisés. L'Arabie saoudite illustre tristement cet exemple : près de la moitié des personnes exécutées en 2008 étaient des travailleurs immigrés issus de pays pauvres et de pays en développement.

La peine de mort est souvent utilisée comme instrument de répression politique. L'année dernière, des dirigeants syndicaux ont été

accusés de trahison au Pakistan, un crime passible de la peine de mort. En Biélorussie, le dernier pays en Europe où la peine de mort est toujours appliquée, des participants aux manifestations qui ont eu lieu suite aux élections de 2006 ont été menacés de peine de mort. L'IE poursuit sa campagne en faveur de Farzad Kamangar, un enseignant syndicaliste iranien, torturé et condamné à mort en 2008 suite à un procès inéquitable qui n'aura duré que quelques minutes. A heure actuelle, Farzad Kamangar est toujours détenu dans les couloirs de la mort, malgré les protestations internationales.

Des progrès considérables

L'Ouzbékistan et l'Argentine ont aboli la peine de mort en 2008 pour tous les crimes, ainsi que le Burundi au début de cette année. Cependant, 58 pays dans le monde maintiennent toujours l'application de ce châtement archaïque, lequel aura coûté la vie à plus de 2.300 personnes en 2008.

Une tendance positive peut cependant être observée : parmi ces pays, certains planchent actuellement sur des réformes en vue d'abolir la peine de mort, tandis que d'autres commencent la quasi totalité des condamnations à mort en peines d'emprisonnement à vie. Ce progrès est dû aux efforts déployés sans relâche par les opposants à la peine de mort dans le monde entier.

Aujourd'hui, afin de susciter une meilleure compréhension des droits humains parmi les citoyens de demain, nous invitons les enseignants à prendre la tête de cette initiative : Il est temps d'éduquer à l'abolition ! III

INFO

Pour plus d'informations et un guide pédagogique, cliquez ici :

www.worldcoalition.org

Invité

Nicholas Burnett

Sous-directeur général de l'UNESCO pour l'éducation



© UNESCO/DANICA BIJEJAC

Qu'est-ce que l'éducation pour le développement durable? C'est une éducation qui mise sur le futur. Elle vise à nous rendre capables de relever des principaux défis

actuels: la protection de l'environnement, le respect de la biodiversité, la défense des droits de l'homme.

Il y a un peu plus de vingt ans, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement a appelé à l'adoption d'un « mode de développement qui réponde aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Ainsi se trouvait résumée l'essence du développement durable: une vision à long terme nous incitant à prendre nos responsabilités à la fois vis-à-vis du présent et de l'avenir.

Cette prise de conscience a conduit une bonne part des pays du monde à adopter, en 2000, les huit Objectifs du Millénaire pour le développement, qui visent à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, améliorer la santé de la mère et de l'enfant, combattre le VIH et le sida, réaliser l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et assurer un environnement durable. Or aucun de ces objectifs, nous en sommes convaincus, ne sera atteint sans le secours de l'éducation. L'année 2005 a donc vu le lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. L'éducation pour le développement durable (EDD) réoriente l'apprentissage à plusieurs niveaux. Elle exige, d'abord, une approche interdisciplinaire, qui intègre les dimensions sociale, environnementale, économique et



© TROPICO

Ce puzzle montre les effets négatifs de la pollution. Projet « Chapiteaux verts », Bolivie.

culturelle du développement et nous fait prendre conscience de notre interdépendance avec les autres, avec le monde qui nous entoure et avec la nature. Ainsi, elle vise à nous rendre capables de relever des défis tels que la protection de l'environnement, le respect de la biodiversité et la défense des droits de l'homme.

Elle favorise aussi le développement de la pensée critique et de la capacité de décision et de résolution de problèmes, tout en encourageant le dialogue, le travail en équipe et l'esprit d'initiative.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, elle met en valeur les notions de paix, d'égalité et de respect des autres, ainsi que de l'environnement naturel et social. Autrement dit, elle vise à nous autonomiser en nous apportant les connaissances, compétences et valeurs qui font de nous de réels agents du changement.

Repenser les objectifs de l'éducation

De nombreux pays ont déjà conçu des cadres stratégiques innovants en faveur de l'éducation pour le développement durable. La Décennie a encouragé les pays à repenser les objectifs de l'éducation, les contenus des programmes scolaires et les pratiques pédagogiques, en complémentarité avec les efforts consentis pour réaliser l'Éducation pour tous (EPT).

La Décennie génère une myriade d'initiatives et de projets qui mettent l'EDD en pratique aussi bien dans le cadre scolaire qu'extrascolaire. Mais les progrès demeurent inégaux

et il faut persévérer dans la sensibilisation du public. Nous devons maintenant nous unir pour que l'EDD soit érigée en principe directeur permettant d'améliorer la pertinence et la qualité de l'éducation, grâce à l'engagement des responsables politiques, des établissements de formation des enseignants, des universités et autres partenaires clés. Nous devons également profiter de toutes les occasions pour insister sur la centralité de l'éducation en vue du développement durable.

L'éducation doit apporter des réponses à la crise actuelle

La crise financière et économique nous y invite de manière d'autant plus pressante. Nous ne parviendrons pas à réduire la pauvreté et à édifier des sociétés plus égalitaires, tournées vers la paix et durables si nous ne dotons pas les individus de tous âges des connaissances, compétences et valeurs leur permettant de s'informer et de décider de manière responsable. Une éducation de qualité favorisant la prise de conscience, l'ouverture, la solidarité et la responsabilité, doit faire partie de toute réponse à la crise mondiale d'aujourd'hui.

Lorsque les élèves, les enseignants, les écoles et les communautés se mobilisent pour relever les défis sociaux et environnementaux, ils peuvent faire avancer les choses. Mais il est avant tout nécessaire que les dirigeants et les décideurs créent les conditions permettant à l'éducation de s'orienter vers l'édification de sociétés plus justes. ■■

Réimprimé avec l'aimable autorisation du *Courrier de l'UNESCO*

Corée du Sud

Le gouvernement s'attaque aux droits des enseignants

Les enseignants coréens ont été contraints d'adopter des positions dures afin de défendre leurs droits et de promouvoir une éducation de qualité face aux attaques frontales du gouvernement qui poussent l'éducation dans la mauvaise direction.

D'après une enquête menée auprès des enseignants par la *Korean Federation of Teachers' Associations* (KFTA), 60% d'entre eux ont fait l'expérience ou souffrent maintenant de maladies professionnelles. Beaucoup sont soumis à un grand stress du à la couverture médiatique négative et à la critique sociale. « L'enquête prouve un déclin significatif du moral des enseignants. La majorité d'entre eux indiquent qu'ils ont pensé à quitter l'enseignement pour une autre profession », a expliqué le porte-parole de la KFTA Kim. « Des efforts spéciaux devraient être consentis pour accroître le respect envers les enseignants à tous les niveaux de la société. »

Le Ministère coréen de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie a annoncé ses plans visant à réduire les dépenses dans l'enseignement privé, un geste significatif dans un pays où l'éducation est hautement soumise à compétition et où la plupart des étudiants du secondaire supérieur doivent étudier dans des agences académiques privées rigoureuses pendant des heures après les cours normaux afin d'améliorer leurs performances scolaires. La KFTA et la Fédération des syndicats coréens ont fait une déclaration conjointe expliquant que les plans du gouvernement ne seront pas efficaces en termes de réduction du fardeau national représenté par les coûts de l'enseignement privé et n'amélioreront pas la compétitivité de l'enseignement public. L'un des autres affiliés de l'IE en Corée, le *Korean Teachers' and Education Workers' Union* (KTU—*Jeon-Gyo-Jo*) fait l'objet d'une forte répression pour avoir critiqué le gouvernement. L'une de ses déclarations, selon *The Korea Herald*, « a noté sévèrement l'Administration



© KTU

Le président du KTU, Jeong Jin-Hoo a été arrêté en compagnie de 15 autres membres du bureau exécutif du KTU alors qu'ils tentaient de remettre une déclaration au bureau présidentiel.

Lee Myung-bak pour opprimer la démocratie et a critiqué sa politique en matière d'éducation, qui amène les étudiants à une concurrence acharnée à travers des tests aux dépens d'une éducation solide et fait s'accroître de manière vertigineuse les coûts de l'enseignement privé ».

En conséquence, la police a effectué un raid au siège du syndicat et au bureau de la branche de Séoul, et a saisi les disques durs des ordinateurs et des documents. Les représentants syndicaux ont protesté contre cette action policière, expliquant qu'elle était « politiquement motivée ».

Le ministère public de Séoul a ouvert une enquête contre 88 enseignants syndiqués qui ont signé la déclaration demandant une réforme de grande ampleur garantissant le respect des droits de l'Homme et la défense d'une éducation publique de qualité. Dix membres du comité exécutif central du KTU, dont le président, ont été démis de leurs fonc-

tions, tandis que les 78 autres ont été suspendus de leurs fonctions.

Le KTU a tenu une conférence de presse pour dénoncer la décision du gouvernement de sanctionner les enseignants, dans une volonté délibérée de nuire aux activités du syndicat d'enseignants. La police anti-émeute a bloqué des enseignants se dirigeant vers le bureau présidentiel et en a placé 16 en détention, dont le président du KTU, Jeong Jin-hoo. Dans une lettre adressée au gouvernement coréen, le Secrétaire général de l'IE Fred van Leeuwen a indiqué : « L'IE proteste de façon véhémement contre les arrestations et les mesures disciplinaires prises à l'encontre d'enseignants et de syndicalistes pour avoir critiqué la politique éducative de l'administration. L'IE s'inquiète de l'absence de dialogue social avec le syndicat d'enseignants KTU et des tentatives des autorités coréennes de restreindre la liberté syndicale en emprisonnant des dirigeants d'un syndicat d'enseignants. » III



Le mouvement syndical lance une campagne de désarmement

Il existe actuellement presque 24.000 ogives nucléaires, avec une puissance destructrice équivalente à 400.000 fois celle de la bombe d'Hiroshima. Les armes nucléaires comptent pour une partie significative des dépenses globales d'armes, qui a atteint une hauteur absolue de 1,4 milliards de dollars en 2008, soit une augmentation de 45% au cours la décennie passée.

Le mouvement syndical international pense qu'il est désormais nécessaire de se mobiliser mondialement pour faire cesser toute menace de guerre nucléaire et d'investir ces milliards de dollars dans la construction d'un monde basé sur des valeurs de paix et de solidarité. En mai 2010, les Nations Unies se réuniront pour passer en revue le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), le seul accord contraignant dont le but est le désarmement par les états dotés d'armes nucléaires. La Confédération syndicale internationale (CSI) a lancé une campagne en préalable à la réunion devant réexaminer le traité.

Un point majeur de la campagne est la pétition adressée au Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon exigeant des conclusions claires et fermes lors de la conférence NPT, et la signature du traité par tous les Etats membres de l'ONU. La CSI demande que :

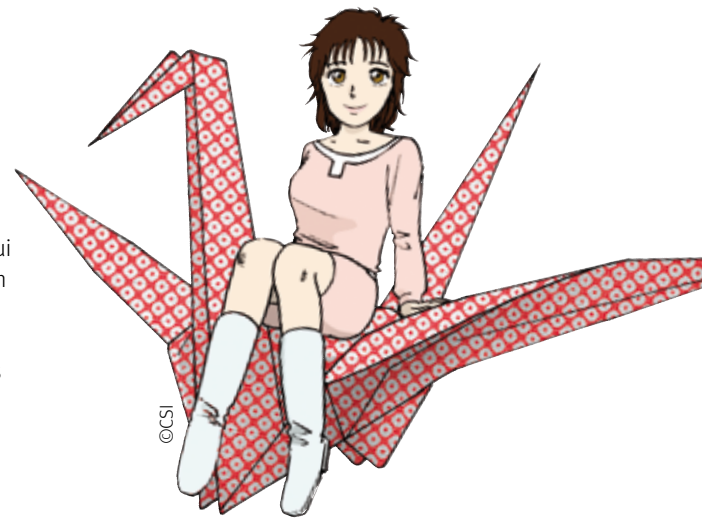
- › Les pays qui n'ont pas adhéré au TNP le fassent, et que tous les pays respectent pleinement le Traité;
- › Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre en vigueur le plus rapidement possible;

- › Un accord soit rapidement conclu en ce qui concerne le Traité interdisant la production de matières fissiles; et,
- › Des accords internationaux soient conclus pour soutenir les zones exemptes d'armes nucléaires.

La campagne est menée en collaboration avec le groupe mondial *Mayors for Peace* (Maires pour la paix), qui couvre plus de 2.000 villes dans plus de 130 pays.

« La paix et le désarmement sont des principes sur lesquels se fonde la CSI, et bien que la Russie et les Etats-Unis semblent indiquer qu'ils réduiront les stocks d'armes nucléaires, le mouvement syndical international est fort préoccupé par la perspective d'un renforcement de la prolifération nucléaire, en particulier en Asie du Nord, en Asie du Sud et au Moyen-Orient. La seule manière de traiter cette question est d'engager des négociations multilatérales et, à cet égard, l'examen du TNP en 2010 revêt une importance majeure », a affirmé Guy Ryder, secrétaire général de la CSI.

La CSI lance également un appel pour que d'autres accords gagnent du terrain à l'échelle internationale afin de freiner la prolifération nucléaire et la propagation d'autres armes de destruction massive, et pour que le commerce mondial des armes conventionnelles, y compris des armes légères, qui sont responsables d'au moins 500.000 morts chaque année dans le monde, soit efficacement réglementé. « L'obtention de réductions significatives des dépenses en armement permettrait



de dégager des ressources pour répondre aux besoins urgents en dépenses économiques et sociales, en vue d'aider l'économie mondiale à sortir de la profonde récession mondiale qui est à l'origine de la perte de dizaines de millions d'emplois. Il est important de noter que cela constituerait une contribution importante pour aider la communauté internationale à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies, qui semblent avoir moins de chances que jamais d'être atteints. Traiter les premières causes sociales et économiques du conflit afin d'éviter de nouvelles guerres serait de loin plus faisable si des fonds suffisants d'aide au développement étaient disponibles », a expliqué Guy Ryder. III

INFO

Pour plus d'informations, veuillez visiter :

www.ituc-csi.org/peace

Conférence internationale du Travail

Les valeurs syndicales sont essentielles pour une reprise économique

La 98^{ème} session de la Conférence internationale du Travail a eu lieu à Genève en juin, et, comme toujours, l'Internationale de l'Éducation était présente pour défendre les droits des enseignants et du personnel de l'éducation et promouvoir des politiques qui soutiennent une éducation de qualité et l'égalité dans les écoles, les syndicats et la société. Dans sa déclaration lors du Débat général, le Secrétaire général de l'IE Fred van Leeuwen a attiré l'attention sur le fait que la reprise de l'économie globale nécessite une réaffirmation des valeurs fondamentales du travail. Ci-dessous quelques extraits de son discours :

« Nous sommes réunis à un moment où la folie de certains a remis en cause le bien-être de tous. Les institutions financières qui nous paraissaient solides comme le roc ont démontré qu'elles reposaient en réalité sur des fondations fragiles. A présent, les contribuables de toute une génération à venir auront à payer le prix fort pour une reconstruction à grande échelle.

L'Organisation internationale du Travail avait cependant mis en garde contre les risques d'une mondialisation non réglementée et avait plaidé en faveur de la dimension sociale et du travail décent pour tous. De même, les structures constitutives fondamentales de l'OIT, les syndicats, avaient lancé des mises en garde qui n'ont pas été entendues. L'IE se félicite de l'appel lancé par le G20 à l'OIT lui demandant de surveiller de près les performances de chaque pays en termes d'emploi, tout comme le FMI surveille les performances économiques. Il s'agit-là d'un véritable défi. L'OIT doit pouvoir disposer des ressources nécessaires pour effectuer cette tâche. Et l'OIT doit bénéficier d'un soutien politique de la part des gouvernements, des syndicats et des employeurs pour être en mesure d'accomplir cette mission. L'emploi et le travail décent, comme bases d'une relance

saine de la demande, constituent les facteurs clés de la reprise.

La reprise mondiale exigera également la réaffirmation de nos valeurs fondamentales : le droit des travailleurs de s'organiser, d'être représentés par des syndicats indépendants et de construire un avenir décent pour eux-mêmes et leur famille.

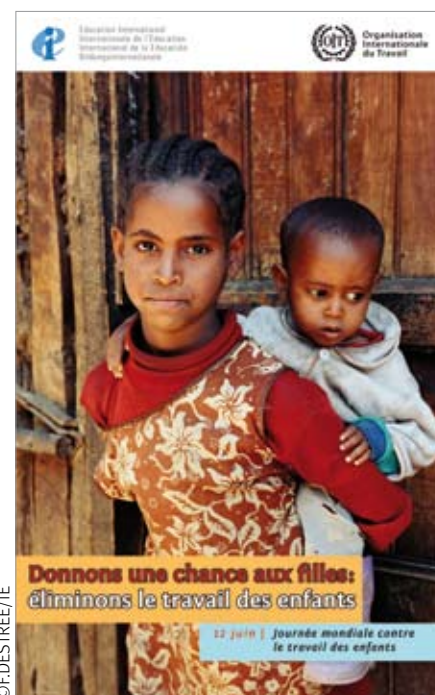
L'éducation se trouve au centre de ces efforts déployés par les femmes et les hommes partout dans le monde pour construire leur avenir. Avant la crise, nous étions déjà conscients de l'importance de l'enseignement et de la formation professionnels. Ils sont plus importants encore aujourd'hui et ils le resteront tout autant dans les années à venir. Plus que jamais, nous devons investir dans les individus. Alors que les entreprises réduisent leurs effectifs et procèdent à des licenciements, les travailleurs se doivent d'améliorer leurs compétences...

Nous ne pouvons cependant pas nous permettre de sacrifier l'éducation des jeunes. Nous sommes très inquiets face à la réduction du financement et de l'aide accordés aux pays en développement, une situation qui menace la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'Éducation pour Tous (...)

Parmi les efforts déployés pour la relance et la reconstruction, l'éducation joue un rôle fondamental. L'éducation fait partie de la solution. Nous devons investir dans ces femmes et ces hommes qui travaillent dans le secteur de l'éducation et de la formation – les enseignants et les autres employés du secteur de l'éducation.

Depuis plus de trente ans, le CEART fait état d'une dégradation des conditions de travail des enseignants. Le temps est venu de renverser cette tendance et de réinvestir dans des enseignants de qualité pour une éducation de qualité...

Mais revenons-en à notre débat sur les va-



©FDESTREE/IE

Pour marquer la Journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin, l'IE et l'OIT ont collaboré sur cette nouvelle publication qui a été lancée au cours de la CIT. Vous pouvez la télécharger ici : www.ei-ie.org/childlabour/fr/

leurs. Trop nombreux encore sont les pays dans le monde où les valeurs qui forment les piliers de cette organisation sont violées. La liberté de pouvoir s'affilier à un syndicat sans faire l'objet d'intimidations constitue un droit fondamental dans tous les pays, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé...

Plusieurs cas sont soumis au Comité de la liberté syndicale et nous considérons qu'ils sont trop nombreux encore. En Corée, j'ai participé à une action de protestation aux côtés d'un dirigeant syndical qui avait entamé une grève de la faim. En Ethiopie, j'ai rencontré des dirigeants syndicaux dont les biens avaient été saisis et transférés vers un syndicat à la solde du gouvernement. Du Cambodge à la Colombie, les dirigeants syndicaux paient au prix fort leur engagement. Trop, c'est trop ! Aujourd'hui plus que jamais, il est temps de reconstruire toutes ces économies dévastées et ces vies brisées, en instaurant la justice sociale. III

L'OIT écoute les doléances des travailleurs

Chaque année, lors de la Conférence internationale du Travail, l'IE et d'autres groupes de travailleurs portent plainte devant la Commission de l'application des normes de la Conférence, qui évalue la mise en application par les gouvernements des huit conventions-clés qui constituent les fondements du droit du travail international. Ces conventions concernent la liberté syndicale, le droit à la négociation collective, le travail des enfants, le travail forcé et la discrimination. La Commission étudie 25 pays chaque année, sélectionnés sur base des commentaires de la Commission d'experts de l'OIT. Parmi les pays préoccupant particulièrement l'IE se trouvaient : la Colombie, le

Guatemala, l'Éthiopie, l'Iran, les Philippines, la Corée et la Turquie.

Pour la Colombie, le Comité a rappelé que le mouvement syndical ne pouvait exister que dans un climat exempt de violence et a vivement invité le gouvernement à mettre un terme à la situation actuelle de violence et d'impunité.

Dans le cas du Guatemala, le Comité a observé l'inefficacité des poursuites pénales relatives à des actes violents, donnant naissance à une grave situation d'impunité, et les retards excessifs dans les procédures légales. Il a aussi relevé les allégations concernant le manque d'indépendance de la justice.

En ce qui concerne les violations graves et répétées de la Convention 87 sur la liberté syndicale et les allégations continues de graves violations des libertés civiles fondamentales en Éthiopie, le Comité a exhorté le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir sans délai l'inscription de la *National Teachers' Association*. L'IE a demandé à maintes reprises aux autorités éthiopiennes de relâcher tous les enseignants qui avaient été arrêtés en raison de leur activité syndicale et d'offrir une indemnité à ceux qui avaient été licenciés, arrêtés, détenus et torturés. III

Une Convention sur le VIH/SIDA et le monde du travail : un objectif lointain

Par Jefferson Pessi

Cette année, la Conférence internationale du Travail (CIT) a réalisé un pas important vers l'adoption d'une norme internationale du travail sur le VIH/SIDA. Pour la première fois, les gouvernements, les employeurs et les travailleurs se sont rencontrés pour partager leurs opinions sur la forme et le contenu du nouvel instrument qui doit accroître l'impact du Code de directives pratiques de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail adopté en 2001. Pour le mouvement syndical, il s'agissait d'une opportunité de s'assurer que la réponse à l'épidémie prenait en compte les opinions et besoins des travailleurs et reflétait la réalité du lieu de travail.

La Recommandation devrait être adoptée au cours de la 99^{ème} Session de la CIT en

2010 et devrait alors être communiquée à l'ensemble des États membres de l'OIT, afin qu'ils puissent la prendre en compte dans la rédaction et la modification des législations nationales. Cependant, à la différence d'une convention, l'adoption d'une recommandation est basée sur le volontariat et les gouvernements ne sont pas obligés de la ratifier. Somme toute, à part sa présentation devant les autorités compétentes, aucune action n'est requise de la part des gouvernements.

D'ailleurs, seulement 6% des gouvernements qui ont répondu à l'enquête de l'OIT sur cet instrument ont soutenu l'adoption d'une convention. La grande majorité, 92%, a préféré une recommandation, qui leur

offre plus de flexibilité et les dégage de toute obligation. Le mouvement syndical a défendu la convention mais n'a pas réussi à fédérer un soutien suffisant de la part des gouvernements et des employeurs, qui redoutent l'apparition d'un nouvel instrument contraignant qui pourrait avoir des conséquences budgétaires importantes.

Il est trop tôt pour dire si la Recommandation aura un impact plus important sur la législation nationale que le Code de directives pratiques. Il est en revanche évident que les travailleurs ont atteint d'importants objectifs en matière d'accès à la prévention, aux soins et aux services de soutien ainsi qu'en termes de pratiques antidiscriminatoires. III

Droits des Peuples autochtones

L'IE condamne les attaques contre des défenseurs péruviens de l'Amazonie

L'Internationale de l'Éducation fait entendre sa voix en solidarité avec les peuples autochtones de la forêt amazonienne péruvienne qui défendent leurs terres ancestrales contre une nouvelle législation qui autoriserait la vente de terres et de ressources sans leur consentement.

Le 6 juin, les forces gouvernementales ont tiré sur une foule de manifestants pacifiques qui bloquaient une route à Bagua, dans l'Amazonie du Nord du Pérou. Les témoignages varient, mais il semble bien qu'au moins 30 personnes aient été tuées, environ 150 autres blessées et 70 autres emprisonnées, parmi ces dernières des enfants.

L'affilié de l'IE, le SUTEP, a rapporté qu'un nombre estimé de 150 autochtones ont également disparu lors des attaques. Le SUTEP a indiqué que l'hôpital a été submergé par le nombre des blessés, certains d'entre eux devant être transférés vers d'autres communautés pour recevoir des traitements suite à des blessures par balle. Parmi ces derniers se trouvaient trois enseignants, y compris le Professeur Leodoro Gonzales Uriarte, le Secrétaire général du SUTEP, le syndicat d'enseignants de la province d'Ucubamba.

Dans une lettre de protestation sans concession au Président péruvien Alan García, l'IE a condamné la récente répression et a appelé le gouvernement à respecter la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail sur les droits des peuples indigènes, signée par le Pérou en 1994.

Les groupes autochtones exigent l'abrogation par Alan García d'une série de décrets, connus collectivement sous l'appellation de « loi de la jungle ». La législation, rédigée pour satisfaire aux conditions posées par l'Accord de libre-échange conclu entre le Pérou et les États-Unis en 2006, permet aux intérêts privés d'acheter les terres et les ressources des autochtones, ouvrant ainsi la voie à l'extraction de ressources en Amazonie.

Sous la bannière de l'*Inter-Ethnic Association for the Development of the Peruvian Jungle*, 1.350 groupes d'autochtones amazoniens ont mis sur pieds une série de manifestations, comprenant des blocages routiers et fluviaux, des fermetures de stations d'extraction de pétrole et de gaz.

D'après les dernières informations, les attaques continuent. Des membres du SUTEP se sont joints à d'autres organisations, syndicales, de la société civile et religieuses lors d'une journée nationale de manifestation contre la répression en Amazonie.

L'IE a également soulevé ce problème lors de la Conférence internationale du Travail à Genève et a demandé au gouvernement péruvien de:

- ▶ Lever l'état d'urgence dans les zones déclarées;
- ▶ Abandonner les représailles menées contre les dirigeants autochtones impliqués dans les protestations;
- ▶ Rétablir le dialogue avec les interlocuteurs autochtones pour trouver des solutions pacifiques et durables au conflit; et
- ▶ Demander une enquête internationale indépendante sur les faits survenus.

A la Conférence internationale du Travail à Genève, la Commission de l'application des normes a appelé le gouvernement péruvien à faire plus d'efforts en vue de garantir les droits humains et les libertés fondamentales des peuples autochtones, conformément à ses obligations découlant de la Convention n°169.

La Commission a insisté sur le fait qu'un véritable dialogue doit être fondé sur le res-



Les troupes gouvernementales ont tiré sur des autochtones qui bloquaient une route menant à Bagua Grande.

pect des droits et de l'intégrité des peuples autochtones.

La Commission a aussi exigé du gouvernement du Pérou qu'il prenne sans délai les mesures nécessaires afin de mettre le droit et les pratiques nationales en conformité avec la Convention.

Les commentaires de la Commission sont en accord avec la politique de l'IE sur les peuples autochtones, selon laquelle l'IE « doit défendre les droits collectifs des peuples autochtones à l'autodétermination et à la reconnaissance de leur identité culturelle, notamment le droit d'apprendre et d'utiliser leur propre langue ».

En outre, l'IE « reconnaît qu'à la lumière du récent rapport des Nations Unies sur les dégâts catastrophiques qui ont affecté l'environnement et les conséquences du réchauffement climatique pour l'avenir de la planète, la prise de conscience environnementale doit représenter une partie essentielle de tout système d'éducation de qualité ». III

Appel d'action urgente pour la Turquie

Les syndicalistes font face à du gaz lacrymogène, de la violence et à des arrestations

L'IE a lancé un Appel d'action urgente au nom des enseignants et d'autres syndicalistes turcs suite à une série d'actes de répression qui a commencé fin mai.

L'organisation membre de l'IE *Egitim-Sen* et sa centrale syndicale, la Confédération des syndicats des travailleurs du secteur public (KESK), ont subi une série d'attaques de la part des autorités turques. Y compris l'occupation et la perquisition des locaux du syndicat par les forces de police, l'arrestation et la mise en détention préventive de dirigeants syndicaux et le recours à une violence excessive par la police envers des enseignants lors de manifestations pacifiques.



© EĞİTİM SEN
La police a violemment dispersé des membres d'*Egitim-Sen* manifestant pour exiger le respect de leur droit à la négociation collective.

La vague d'arrestations et de détention de dirigeants et de militants syndicaux d'*Egitim-Sen* et de la KESK a commencé le jeudi 28 mai 2009 lorsque la police turque a lancé des opérations au siège de la KESK à Ankara et dans les bureaux de 4 sections locales de la KESK. Des documents et des ordinateurs ont été saisis par la police. Plus de 30 membres de la KESK et d'*Egitim-Sen* ont été arrêtés, y compris des membres des bureaux administratifs de sections locales d'*Egitim-Sen*, un membre du Bureau

exécutif d'*Egitim-Sen* et les secrétaires aux droits des femmes d'*Egitim-Sen* et de la KESK, Gulcin Isbert et Songul Morsümbül.

Les syndicalistes arrêtés ont été transférés au Tribunal d'Izmir pour enquête. Selon la presse turque, l'opération « a été organisée dans le cadre d'une intervention plus large visant à sévir contre l'organisation terroriste PKK ». D'après Mehmet Bozgeyik, Secrétaire général d'*Egitim-Sen*, de nombreux membres du syndicat ont été sévèrement passés à tabac par les forces de sécurité alors qu'ils défilaient dans les rues de la capitale, Ankara.

« Aujourd'hui, les colonnes de manifestants membres d'*Egitim-Sen* qui sont parties de toute la Turquie le 3 juin ont atteint Ankara afin d'exiger le respect du droit à la négociation collective pour tous les agents publics », a indiqué Mehmet Bozgeyik.

Les membres du syndicat ont fait connaître leur intention de marcher en direction du bâtiment du Ministère de l'Éducation nationale, mais ils ont du faire face à la police, laquelle a employé du gaz lacrymogène contre les manifestants.

Certains enseignants, au nombre desquels au moins un membre du Bureau exécutif national d'*Egitim-Sen*, ont été frappés et blessés et amenés à l'hôpital. L'un d'eux au moins a dû subir une opération chirurgicale. « Le centre-ville, encerclé par les forces de sécurité à ce moment-là, a été transformé en un champs de bataille », a rapporté Mehmet Bozgeyik.

« L'IE condamne fermement ces attaques de la part des autorités turques contre



des représentants et des membres de syndicats », a déclaré le Secrétaire général de l'IE Fred van Leuween.

« Le harcèlement et la mise en détention de dirigeants et de militants syndicaux du fait de leurs actions démocratiques légitimes sont une violation grave des normes internationales en matière de droits humains, y compris la Convention 97 de l'Organisation internationale du Travail, ratifiée par la Turquie en 1993 », a expliqué Fred van Leeuwen. « Les droits des organisations syndicales ne peuvent s'exercer que dans un climat libre de toute violence, pression ou menace de n'importe quelle sorte, et il en va de la responsabilité des gouvernements de s'assurer que ce principe soit respecté. »

L'IE, avec la Confédération syndicale internationale, a écrit au gouvernement turc pour protester contre ces attaques anti-syndicales. Toutefois, les autorités ont ignoré les appels internationaux.

Au moment du bouclage, 22 représentants d'*Egitim-Sen* et de la KESK étaient toujours détenus, parmi lesquels les secrétaires aux droits des femmes des deux organisations. III

INFO

Allez sur www.ei-ie.org/fr/urgentactionappel pour signer notre pétition en-ligne!

Sénégal

Des enquêtes sur le genre prouvent qu'un changement systémique est nécessaire

Par Yann Gelister

Une étude complète sur les questions de genre et l'enseignement secondaire a permis au mouvement de syndicats d'enseignants sénégalais de réaliser de solides progrès sur l'égalité entre les genres dans les écoles.

Le COSSEL, le Comité sénégalais des syndicats d'enseignants en faveur de l'Éducation pour Tous (EPT) et de la lutte contre le VIH/SIDA, est l'un des participants les plus dynamiques et les plus appréciés dans le cadre du programme EPT/SIDA. En réunissant cinq affiliés de l'IE (SNEEL/SNTS, SUDES, SYPROS, FIDUEF et UDEN), le COSSEL a permis à une part importante des enseignants syndiqués au Sénégal de s'unir dans la lutte en faveur de l'EPT et de la prévention du VIH.

L'an dernier, le COSSEL s'est lancé dans l'évaluation des progrès réalisés et des défis à relever en termes d'égalité entre les genres dans les écoles. Avec le soutien du Ministère de l'Éducation, le COSSEL a mis en place des équipes de chercheurs ayant pour mission de voyager à travers tout le pays et de témoigner de la situation des filles et des garçons dans les écoles primaires et secondaires. Les chercheurs ont ainsi mené des « audits de genre » dans 278 écoles réparties dans les 11 régions du pays.

De nombreux résultats émanant de l'étude menée auprès des directeurs et des enseignants corrélaient avec les résultats des recherches conduites dans d'autres pays en développement. Il ressort ainsi que les petites filles ont besoin de soutien dans les écoles, que le transport scolaire dans les régions rurales est difficile et que les valeurs sociétales font parfois obstacle à la scolarisation des petites filles. Cependant, munis de preuves concrètes des nombreux problèmes ralentissant l'accomplissement d'une éducation de qualité, les syndicats d'enseignants sénégalais sont bien placés pour mener des activités de plaidoyer en vue d'améliorer l'éducation au Sénégal. En termes plus spécifiques, l'étude a révélé

que de nombreuses écoles ne sont pas conscientes de la valeur des statistiques propres aux questions telles que le taux de scolarisation, la présence à l'école, la réussite et les résultats. Selon les chercheurs, dans certaines écoles, cette situation serait liée à un style de gestion des écoles archaïque imposé par le directeur. L'absence d'archives dans les établissements scolaires, et donc de preuves concrètes, semblerait indiquer que l'État fabrique les statistiques qui existent.

Cependant, bien que de nombreuses écoles manquent de statistiques ou fournissent des statistiques non-désagrégées sur le genre, le COSSEL a également noté que certaines écoles réagissaient de manière positive à la formation sur le genre et réalisaient des efforts concertés pour parvenir à l'égalité. Tandis que la recherche se concentrait essentiellement sur la question du genre, elle a aussi permis aux syndicats de savoir comment augmenter l'impact de leur travail. Le COSSEL a tout d'abord appris qu'il était possible de déployer davantage d'efforts pour connecter les enseignants à la formation syndicale. Les sujets sensibles tels que la violence dans les écoles ou l'égalité entre les genres ne peuvent être résolus si la formation reçue par les dirigeants syndicaux ne parvient pas à la base.

Suite à cette étude, le COSSEL a organisé un atelier sur la construction d'un environnement scolaire sûr pour tous, qui s'est déroulé au mois de juin à l'attention des directeurs d'écoles ayant participé à l'étude. Soutenant l'événement, le Ministère de l'Éducation a même demandé à ce que les écoles libèrent du personnel pour leur permettre d'y participer.

Le COSSEL est à présent mieux équipé pour faire pression sur le gouvernement afin de veiller à ce qu'il réponde à ses engagements et contribue à la lutte en faveur de l'égalité des genres dans les écoles de tout le Sénégal. Il espère également mener en 2010/11 dans quelques écoles, un projet pilote portant une attention particulière aux questions de genre.

Les sujets sensibles tels que la violence dans les écoles ou l'égalité entre les genres ne peuvent être résolus si la formation reçue par les dirigeants syndicaux ne parvient pas à la base.

Le COSSEL s'est servi de la section recherche du manuel de l'IE Construire un environnement sûr pour tous lors de l'enquête dans les écoles. Les outils proposés dans cette section permettent aux enseignants d'étudier tous les aspects de l'établissement scolaire pour déterminer où apporter des améliorations pour éliminer les stéréotypes associés au genre et promouvoir l'égalité entre les genres. Des démarches sont proposées pour exploiter les résultats de la recherche en vue de créer des changements dans les établissements scolaires au travers des 4 autres domaines d'action du programme EPT-SIDA (plaidoyer, développement de politiques, formation et publicité). L'audit peut être effectué par tout syndicat désireux d'explorer son environnement scolaire. ■■■

Appel d'action urgente pour les Etats-Unis :

Soutien à l'*Employee Free Choice Act*

l'IE et ses organisations membres aux Etats-Unis, l'AFT et la NEA, font campagne pour faire adopter l'*Employee Free Choice Act* (EFCA). Cette loi protégerait les droits des travailleurs américains à rejoindre un syndicat et à négocier collectivement, sans intimidation de la part de l'employeur ni menace de licenciement.

Cette loi est vitale à la fois pour les travailleurs américains et pour les travailleurs du monde entier. L'adoption de l'EFCA profitera d'abord aux Américains, dont les salaires et le niveau de vie ont considérablement diminué par rapport aux bénéfices des entreprises. Mais cette loi enverrait également un message clair aux employeurs et dirigeants politiques dans le monde entier que des violations flagrantes

des droits des travailleurs ne sont plus tolérées, même pas dans un pays aussi soucieux de la rentabilité économique. Les travailleurs américains et leurs syndicats n'ont souvent pas d'autre choix que de se battre pour leur survie au lieu de concentrer leur énergie à faire avancer le progrès social, chez eux comme à l'étranger. Les pratiques antisyndicales américaines constituent en outre un modèle destructeur pour les relations employés-employeurs et le dialogue social dans les autres pays. L'élection du Président Obama et la présence d'une majorité parlementaire plus favorable aux travailleurs constituent la meilleure opportunité depuis de nombreuses décennies de réformer le droit du travail américain. Cependant, les syndicats sont



confrontés à une opposition massive, bien organisée et bien financée par les intérêts commerciaux.

L'IE, avec ses partenaires des Global Unions, de la CSI et de l'AFL-CIO, soutiennent les efforts des collègues américains pour que ce projet de loi soit adopté et que les droits syndicaux deviennent une réalité aux Etats-Unis. III

Les enseignants américains optimistes malgré les défis

« L'espoir commence ici! » Satisfaits d'avoir un nouveau partenaire à la Maison-Blanche, plus de 15.000 enseignants syndicalistes américains se sont réunis sous ce slogan optimiste à l'occasion de la 88ème Assemblée représentative de la *National Education Association* (NEA) qui a eu lieu à San Diego, en Californie.



« Alors que la moitié des enfants issus de milieux pauvres et des minorités sont confrontés à un avenir sans diplôme d'études secondaires, à un avenir sans espoir, sans perspective, sans possibilité de réaliser

le rêve américain, alors que des millions d'emplois américains sont détruits et des logements saisis, il est essentiel que les éducateurs agissent maintenant », a déclaré le Président de la NEA Dennis Van Roekel. « Pour la première fois dans ce siècle, le partenaire de la NEA à la Maison-Blanche comprend que la transformation se fait avec les éducateurs et ne doit pas leur être imposée. Nous nous réjouissons de cette occasion de transformer l'éducation. » Randi Weingarten, Présidente de l'*American Federation of Teachers* (AFT), a exprimé le même sentiment devant des milliers d'éducateurs réunis à Washington, D.C., pour la conférence biennale QuEST de l'AFT. « L'élection d'un président [américain] et la majorité obtenue au Congrès, avec lesquels nous puissions travailler, associés au plan de relance fédéral mis en œuvre, instaurent des conditions susceptibles

d'opérer des changements fondamentaux de l'enseignement public », a déclaré Randi Weingarten.

Les enseignants et leurs syndicats doivent « être les moteurs d'un réel changement de l'éducation », a-t-elle expliqué, soulignant la nécessité de collaborer en faveur de l'amélioration des écoles. Elle a mis en avant le fait que toute réforme doit se faire « pour le bien des enfants et en toute équité pour les enseignants ».

Le Secrétaire de l'Éducation américain Arne Duncan a pris la parole lors de ces deux événements syndicaux, assurant que l'Administration Obama souhaite travailler avec les enseignants pour améliorer l'enseignement public à travers le pays. Le Secrétaire général de l'IE Fred van Leeuwen a également participé aux réunions de la NEA et de l'AFT, en compagnie d'autres représentants principaux de l'IE. III

Développement professionnel

Des directions d'établissements scolaires fortes, clé pour une éducation de qualité

Par Dennis Sinyolo

Pour construire une éducation de qualité, il est nécessaire de reconnaître davantage l'importance du rôle joué par les principaux et autres directeurs d'établissement.

C'est une des conclusions principales d'un séminaire sur la direction des établissements scolaires intitulé « Une direction de qualité pour une éducation de qualité », qui a eu lieu à Helsinki en mai.

Le séminaire accueilli par le syndicat d'enseignants finlandais *Opetusalan Ammattijärjestö* a rassemblé 69 participants d'organisations membres de l'IE venant du monde entier.

La réunion a été officiellement ouverte par Henna Virkkunen, la Ministre finlandaise de l'Éducation. La Ministre a informé les participants que l'enseignement primaire et secondaire en Finlande était gratuit, y compris le matériel didactique, les repas et les transports. Les enseignants ont un niveau d'éducation élevé, le niveau de qualification minimum pour enseigner étant le mastère, et possèdent un haut degré d'autonomie professionnelle. La combinaison de ces facteurs peut expliquer pourquoi la Finlande a obtenu



un tel score dans le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

Les intervenants et les participants ont souligné l'importance d'une direction pédagogique partagée. Ils se sont accordés à dire que les écoles devraient mettre en place une direction démocratique et collaborative qui impliquerait, en plus du principal et de son adjoint, l'ensemble de la communauté scolaire.

Le séminaire a aussi étudié l'impact de la crise financière et économique sur l'éducation. De profondes réductions des budgets alloués à l'éducation et aux salaires des enseignants ont été rapportées dans des pays comme la Lettonie et la Slovaquie. Le FMI a continué à imposer des conditions sévères, y compris des réductions dans les salaires du secteur public.

Les participants ont recommandé que l'IE et les syndicats d'enseignants profitent de l'élan présent pour faire avancer la cause de la direction des établissements scolaires à travers des activités de plaidoyer continues, en participant au développement des politiques et en organisant des programmes de formation

en collaboration avec des organisations à tous les niveaux.

De nouvelles questions et de nouveaux défis ayant un impact substantiel sur la direction de l'éducation continuent de naître dans de nombreux pays. Parmi ces problématiques se trouvent, par exemple, la gestion/évaluation des performances, le salaire basé sur le mérite, les évaluations/enquêtes comparatives internationales et l'accent mis sur la concurrence.

L'IE et les syndicats d'enseignants continuent de surveiller ces évolutions et de dialoguer avec les autorités publiques et les organisations internationales afin d'influencer les politiques et les pratiques en matière de direction d'établissement scolaire.

La Résolution du Congrès de l'IE de 2007 appelle à embaucher les principaux sur la base d'un étalonnage de compétences; les directeurs d'écoles devraient être des enseignants formés, expérimentés et compétents. Ils devraient bénéficier de formations en matière de direction, acquérir des compétences en management et en encadrement, y compris la

capacité à imaginer un projet pour leurs écoles et pratiquer une direction démocratique et partagée.

La violence envers les enseignants, les étudiants et autres travailleurs de l'éducation semblant augmenter, les syndicats d'enseignants devraient travailler avec les directeurs d'établissement pour garantir la sécurité des enseignants, du personnel de soutien et des élèves, ainsi que le développement de mesures de sécurité pour faire face aux catastrophes naturelles et à la violence.

La crise financière et économique actuelle a eu un impact négatif sur la direction des établissements scolaires et l'enseignement dans certains pays. Aux États-Unis et dans d'autres pays, le secteur de l'éducation a bénéficié des plans de relance. L'IE et ses organisations membres doivent continuer à exhorter les institutions financières internationales et les autorités publiques à résister aux coupures budgétaires en matière d'éducation et à garantir que l'enseignement bénéficie de paquets de relance économique. ■■■

TALIS apporte la preuve que les enseignants prennent leur métier à cœur

L'Internationale de l'Éducation a salué le communiqué émis par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur sa première Enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS). En tant que partenaire consulté tout au long du processus, l'IE a reconnu l'importance de cette recherche qui, pour la première fois, a recueilli à travers le monde la vue des enseignants quant à leur vie professionnelle. « L'enquête TALIS offre un regard unique sur l'attitude des enseignants vis-à-vis de leurs conditions de travail, de la direction d'établissement scolaire, du développement professionnel, des remarques et de l'évaluation collégiales et d'autres questions importantes partout dans les écoles », a indiqué le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen.

Il a fait observer que la vaste base de données de l'enquête fournit une preuve éclatante du fort engagement des enseignants vis-à-vis de leur travail et de leur

dévouement vis-à-vis de leurs étudiants. « Les enseignants s'impliquent véritablement », a affirmé Fred van Leeuwen. « Ils possèdent un profond désir d'apporter à tous une éducation de qualité, et sont prêts à travailler dur pour améliorer leurs compétences. » TALIS 2009 est la première d'une série de perspectives comparatives sur les conditions d'enseignement et d'apprentissage des enseignants du secondaire inférieur dans les écoles publiques et privées dans 23 pays membres et partenaires de l'OCDE. L'IE reçoit positivement les conclusions, particulièrement l'accent mis sur le développement de la qualité professionnelle. Tandis que 40% des répondants ont rapporté un manque d'opportunités de développement professionnel, les données montrent clairement que les enseignants sont avides de se former tout au long de leur carrière. En effet, beaucoup investissent de leur temps libre, de l'énergie et des fonds personnels dans le développement professionnel.

Fred van Leeuwen a mis en garde les ministres de l'Éducation contre l'utilisation de cette preuve de la volonté des enseignants de payer comme raison pour couper les financements. « Il ressort toujours de la responsabilité des gouvernements d'investir dans la formation continue pour une force enseignante capable et hautement qualifiée. »

Un aspect clé du rapport TALIS est l'approche hautement individualiste du développement professionnel des enseignants. « Toutefois, en tant qu'enseignants syndicalistes, nous savons la valeur de l'apprentissage collectif et nous sommes préoccupés par le fait que TALIS risque de porter atteinte aux stratégies collectives pour l'amélioration de l'école », a poursuivi Fred van Leeuwen.

« Face à la crise économique, il est crucial que les gouvernements investissent dans l'enseignement public afin de bâtir une économie de la connaissance », a conclu Fred van Leeuwen. « Cela signifie investir dans des enseignants de qualité. ■■■

Technologies de l'éducation

L'IE contribue à combler la fracture numérique au Maroc

Par Harold Tor et Timo Linsenmaier

Nombreux sont les articles que nous avons écrits dans cette rubrique à propos des logiciels libres (*open source*) en tant qu'alternative aux logiciels très populaires et néanmoins coûteux. Tout récemment, une excellente opportunité s'est présentée à nous, permettant de mettre en pratique quelques-unes de nos recommandations.

A la fin de l'année dernière, le siège de l'IE à Bruxelles a procédé à une mise à niveau de son infrastructure informatique, une initiative qui a nécessité l'achat de nouveaux ordinateurs de bureau. Nous avons appris par des collègues qui, l'an dernier, s'étaient rendus à Fès au Maroc en vue de réaliser la vidéo *Non au travail des enfants, oui à l'éducation!* que sur les cinq écoles participant au projet

du SNE-FDT consacré à la prévention du travail des enfants, aucune ne possédait un ordinateur. Sachant cela, nous avons imaginé qu'acheminer par bateau les ordinateurs des bureaux de Bruxelles vers le Maroc ne présenterait, en définitive, aucune difficulté. Mais il s'est avéré que nous allions devoir surmonter plusieurs obstacles pour mener à

bien ce projet. Les formalités douanières, en particulier, ont amené notre collègue Dalila El Barhmi, née au Maroc et parlant l'arabe, à devoir entreprendre de nombreuses négociations spécifiques.

Nous avons pris la décision d'installer Edubuntu sur les ordinateurs, un système d'exploitation libre et gratuit basé sur Linux. Pourquoi Edubuntu ? Comme le souligne la Ministre de l'Éducation des îles Cocos : « Etant donné qu'il n'y a aucun frais de licence pour le logiciel, l'argent économisé peut être consacré à l'achat d'ordinateurs supplémentaires ou à d'autres dépenses ». Mais il y a plus encore : Edubuntu est spécialement conçu pour être utilisé dans les classes, bien qu'il convienne tout autant aux enfants qui souhaitent l'utiliser à la maison. Ce système a été créé par une communauté d'individus dont la majorité sont des bénévoles hautement qualifiés. Edubuntu offre un traitement de texte de pointe, un navigateur web, un logiciel pour le traitement d'images, ainsi que des applications pédagogiques spécifiques regroupées en lots et pouvant être utilisées par les élèves, du préscolaire à l'enseignement supérieur.

Il existe, par exemple, le projet pédagogique KDE qui comprend des logiciels éducatifs gratuits.

Une autre suite de logiciels installés par défaut, GCompris, propose de nombreuses activités pour les enfants âgés de deux à dix ans. Les objectifs pédagogiques se dissimulent derrière toute une série d'activités ludiques et amusantes comme, par exemple, les exercices de dactylographie, les problèmes logiques, les jeux de mémoire et bien d'autres encore.

Elément important, les exigences d'Edubuntu en termes de matériel informatique ont été volontairement réduites au minimum, à tel



Des enseignants de Fès écoutent attentivement les explications concernant Edubuntu.

point que le système d'exploitation pourra parfaitement fonctionner sur un ordinateur datant de 2001. Une éternité, vu la vitesse à laquelle le matériel informatique évolue et devient chaque jour plus performant ! Etant donné que les ordinateurs récupérés au siège de l'IE dataient de 2005, nous disposions d'une marge tout à fait raisonnable. En effet, une fois le système installé, il fonctionnait correctement et promettait aux élèves marocains une expérience d'apprentissage facile et amusante.

Pour réaliser le projet, nous sommes allés nous-mêmes à Fès afin de présenter aux enseignants et aux élèves les possibilités et les options d'Edubuntu. Il existe de nombreux cybercafés au Maroc, et tous les enseignants et élèves savent pertinemment bien ce qu'est un ordinateur ainsi que ses diverses utilisations. Mais jusqu'alors les enfants ne possédaient que peu d'expérience pratique dans l'utilisation des ordinateurs, d'où leur enthousiasme débordant lorsqu'ils ont eu l'occasion de les utiliser pour la toute première fois. Pour nous, l'élément le plus encourageant était de constater la vitesse à laquelle cer-

tains enfants comprenaient le maniement de ce nouvel outil. Ensemble, nous avons joué au jeu du « sliding-block puzzle » de la suite GCompris. Dans ce jeu, les joueurs doivent déplacer différents blocs sur l'écran à l'aide de la souris et les glisser à un emplacement précis. La difficulté réside dans le fait que tous les blocs ne peuvent pas bouger dans toutes les directions, et les joueurs doivent prévoir les déplacements de manière logique pour pouvoir gagner à ce jeu. Plusieurs enfants restaient vraiment perplexes, tandis que d'autres ont réussi à déplacer au premier coup d'œil et instantanément tous les blocs vers les bonnes positions ! Nous étions enchantés de voir là tant de potentiel qui pouvait enfin s'exprimer.

Bien entendu, le nombre d'ordinateurs que nous avons pu livrer par bateau ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan, sans oublier que les écoles doivent également faire face à d'autres problèmes urgents. Par exemple, il est difficile d'imaginer que huit toilettes puissent suffire à plus de mille enfants. Mais, comme nous l'a expliqué le directeur d'école Hijazi Abdellah à notre départ : « Ce sont ces petits pas qui nous font avancer. Progressivement, nous sortirons les enfants de l'engrenage du travail pour les remettre sur le chemin de l'école, et c'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous accueillons cette possibilité de leur offrir une alternative pédagogique aux jeux commerciaux proposés dans les cybercafés ». III

INFO

Pour de plus amples informations concernant le travail du syndicat des enseignants marocains consacré à la lutte contre le travail des enfants, consultez le magazine Mondes de l'Éducation No 26 sur le site web de l'IE. Pour plus d'informations au sujet d'Edubuntu, consultez le site : www.edubuntu.org

Hmida Nahhas : un militant en croisade contre le travail des enfants.



« C'est mon devoir en tant qu'enseignant et syndicaliste de travailler en faveur de l'élimination totale du travail des enfants dans mon pays – peut-être même jusqu'au jour de ma mort », nous confie Hmida Nahhas à travers un sourire chaleureux.

Nahhas, un syndicaliste dévoué qui occupe la fonction de secrétaire régional du Syndicat national des enseignants au Maroc (SNE-FDT) pour la région de Fès, a été élu il y a quatre ans au conseil de la ville de Fès. Cependant, il ne se représentera pas aux élections de cette année afin de pouvoir consacrer tout son temps au travail du syndicat.

Nahhas travaille tellement qu'il ne dort que quatre heures par nuit. Chaque jour, il s'occupe des diverses demandes et plaintes formulées par les enseignants de sa région, comme le transfert obligatoire des enseignants vers des régions éloignées situées à des centaines de kilomètres de leur épouse et de leurs enfants.

Nahhas est également responsable de la mise en application du programme du SNE-FDT pour l'élimination du travail des enfants. Malgré le pourcentage important d'enfants travailleurs à Fès, Nahhas demeure optimiste quant à une évolution positive de la situation. Il nous explique que, « depuis l'arrêté royal de 1994 interdisant le travail forcé ou obligatoire qui touche en particulier les enfants, la situation a connu une nette amélioration. Evoquer l'exploitation des enfants, par exemple dans le travail domestique, a toujours été considéré comme un sujet tabou au Maroc. Mais, depuis l'application effective de la loi par les inspecteurs du Ministère du Travail, la population commence aujourd'hui à réaliser qu'il est obligatoire pour les enfants

d'aller à l'école au lieu de travailler ».

Il ajoute : « Il y a toujours des résistances à ce type de changement, notamment de la part des propriétaires d'ateliers d'artisanat et des familles riches qui souhaitent une aide domestique bon marché, sans oublier la dimension traditionnelle du travail des enfants. Toutefois, les parents ne souhaitent pas toujours retirer leurs enfants des écoles pour les faire travailler. Dans les cas où nous ne parvenons pas à convaincre les parents de maintenir leurs enfants à l'école, il s'agit souvent d'une question de pauvreté, du mauvais état de santé des parents, ou encore d'une situation où le soutien de famille a été victime d'un accident ». Malgré cette résistance, le programme du SNE-FDT a commencé à porter ses fruits : dans l'une des écoles que nous avons visitée, le taux d'abandon scolaire dû au travail des enfants est passé de plus de 4% à moins de 0,9% au cours des sept années qui ont suivi le lancement du projet. Concrètement, cela signifie que, pour cette seule école, plus de 300 enfants ont été épargnés et sauvés d'une vie sans éducation. III

Dernières publications

Étude internationale sur la liberté universitaire

Publication conjointe de l'IE et de l'*University and College Union* du Royaume-Uni, cette étude met en relief les contraintes à l'encontre des libertés académiques dans cinq pays : la Birmanie, la Colombie, Israël, la Palestine et le Zimbabwe.

Son auteur, James Cemmell, dresse un état de la situation dans chaque pays, de la réalité en général pour les syndicats et des circonstances particulières auxquelles est confronté le secteur de l'enseignement supérieur. L'étude établit que les pressions exercées sur l'enseignement supérieur diffèrent d'un pays à l'autre, mais que les universitaires dans tous ces pays ont réalisé des efforts afin de maintenir les libertés académiques et de résister à leur suppression.

Dans certaines situations bien sûr, la résistance n'a pas été efficace ou manifeste. L'auteur note : « On peut citer comme exemples extrêmes le recours aux organisations paramilitaires en tant que briseurs de grève en Colombie, l'important mouvement de réadaptation des professeurs d'université birmanes, la violence politique des partis sur les campus palestiniens, l'absence de sécurité de l'emploi pour nombre d'enseignants non titulaires en Israël et la brève détention d'activistes étudiants au Zimbabwe ».

Dans une *Matrix of Academic Freedom Components* (Matrice des composantes des libertés académiques), Cemmell expose brièvement de nombreux exemples de critères d'autonomie et de liberté en matière de droits politiques, économiques, culturels, sociaux et pédagogiques des enseignants tout comme des étudiants. Dans ce contexte, la liberté universitaire est considérée comme entremêlée à d'autres droits et libertés dans la société.

Les profils sommaires de chaque pays comprennent le contexte historique ainsi qu'un aperçu politique, des études de cas, des informations sur la législation et les règlements pertinents en matière d'enseignement supérieur, des violations des droits humains à l'encontre des chercheurs, des étudiants

et syndicalistes universitaires, etc. La dimension de genre des libertés universitaires est également étudiée dans certains cas, notamment les droits des femmes à accéder à l'enseignement supérieur sans être harcelées sur le campus et à jouir de chances égales pour poursuivre leur carrière au niveau universitaire.

Dans sa préface, le Secrétaire général de l'IE Fred van Leeuwen fait part d'une certaine inquiétude à l'égard des pressions exercées non seulement par les milieux politiques mais aussi par les entreprises sur le secteur de l'enseignement supérieur : « Au cours de la dernière décennie, on a également assisté à une tendance grandissante à la commercialisation de l'éducation, qui se présente désormais comme une nouvelle menace à la liberté universitaire ».

Pour en savoir davantage, consulter :
www.ei-ie.org/highereducation/fr/

Pratiques discriminatoires et stéréotypes à l'encontre des filles dans le secteur de l'éducation en Asie du Sud

« Ne pleure pas comme une fille ! » « Tu devrais avoir honte ! Une fille a fait mieux que toi ! »

C'est au travers de nombreux messages de ce type que l'on forme quotidiennement et dès leur plus jeune âge les filles et les garçons d'Asie du Sud à la discrimination sexuelle, qui limite les chances des filles et renforce le sentiment de supériorité des garçons.

Il s'agit-là de l'une des conclusions d'une récente étude menée par le réseau de femmes de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC) en collaboration avec l'IE et la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.

Depuis longtemps, le réseau de femmes de la SAARC plaide en faveur de l'égalité entre les genres dans le cadre du mouvement syndical, de l'éducation et de la société. Sa dernière publication propose une analyse approfondie des politiques actuelles en

matière d'éducation, des cursus d'études et manuels, ainsi qu'un bilan sur les bâtiments scolaires. Elle s'appuie sur un sondage mené auprès de 130 enseignants dans 72 établissements primaires et secondaires en Inde, au Népal et au Sri Lanka.

Souvent, les enseignants et les établissements ne sont pas assez sensibles pour respecter un mode d'enseignement et un environnement tenant compte de la question du genre. Si certains enseignants ont conscience des pratiques discriminatoires, la volonté et le soutien nécessaires pour lutter contre ces pratiques leur font souvent défaut.

L'étude indique que « les résultats mettent clairement en avant des éléments dans les manuels et le comportement des professeurs (curriculum caché) perpétuant les stéréotypes liés au genre et accordant une moindre considération aux filles et aux femmes ».

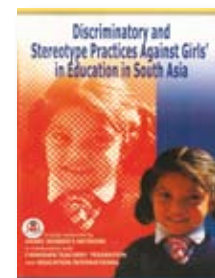
La publication fournit des exemples de manuels reflétant les stéréotypes de genre ; des images d'hommes médecins ou policiers, et des filles reprisant des vêtements, cuisinant et travaillant au service de leurs familles. Elle étudie également les différents aspects incluant le curriculum, les activités périscolaires, la structure et l'infrastructure scolaires, l'échange d'opinions et le comportement des enfants et des enseignants.

Elle propose des outils et directives utiles pour les directeurs scolaires, les enseignants, leurs syndicats ainsi que les autres parties impliquées dans le secteur de l'éducation, en mettant particulièrement l'accent sur le besoin urgent de programmes de sensibilisation parmi les parents et les étudiants eux-mêmes.

L'étude observe que l'éducation sur la question du genre devient un nouvel objectif social et que de nouveaux curricula ont incorporé dans ces trois pays certains changements particulièrement requis, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. ■■■



©IE/UCU



© SAARC

France: 16.000 postes supprimés dans l'éducation



Avant de quitter son poste de Ministre de l'Éducation pour devenir Ministre du Travail, Xavier Darcos a annoncé que le budget 2010 prévoit 16.000 suppressions de postes dans l'éducation. Ces dernières viennent s'ajouter

aux coupes massives des deux dernières années : 11.200 postes en 2008 et 13.500 en 2009. Cela signifie que 40.700 postes auront été détruits depuis que le Gouvernement de Sarkozy est au pouvoir.

Pour le Snes-FSU, premier syndicat des enseignants du secondaire et membre de l'IE, Xavier Darcos "opère un tour de passe-passe". Il oublie que les stagiaires dans le second degré assurent aujourd'hui 8 heures de cours hebdomadaires, soit l'équivalent de 4.500 emplois. Le syndicat estime que « ce projet de budget ne peut-être vécu que comme une agression par les personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation du second degré ».

L'UNSA Education, autre affilié de l'IE, dénonce une « décision qui montre que, de budget en budget, l'investissement éducatif est abandonné. » Il considère que « les suppressions de poste atteindront en 2010 une ampleur inégalée et placeront les établissements et les personnels sous tension permanente ».

Une délégation de la fédération UNSA Education a été reçue par Luc Chatel, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, et a appelé le gouvernement à « changer de cap dans l'éducation et choisir la négociation au lieu de la confrontation ». III

Nous accueillons volontiers vos commentaires concernant le magazine. Veuillez écrire à : editor@ei-ie.org.



Hormis la section « Invité » et sauf stipulation contraire, les articles de ce magazine sont soumis à la licence Creative Commons Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage des Conditions Initiales à l'Identique 3.0. Cela signifie que vous êtes libre de copier, de distribuer et d'adapter les textes, dès lors que vous attribuez clairement la source à « Mondes de l'Éducation (ISSN 1810-5629) » et que vous n'en faites aucun usage commercial.

Pour en savoir plus, visitez le site

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/>.

Pour tout usage outrepassant le cadre de cette licence, veuillez contacter editor@ei-ie.org.

CALENDRIER

Septembre 2009

- 2-4** Séminaire de haut niveau sur l'impact de la crise économique en Europe centrale et orientale – IE – Varsovie, Pologne
- 14-15** Réunion du Bureau restreint – IE – Bruxelles, Belgique
- 14-17** Atelier du Réseau sur les droits syndicaux – IE – Manille, Philippines
- 28-30** Séminaire du Groupe de travail sur l'Éducation de la petite enfance – IE – Accra, Ghana
- 28/09 - 02/10** Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur les Recommandations concernant la condition du personnel enseignant – UNESCO – Paris, France

Octobre 2009

- 5** Journée mondiale des enseignants – Au plan mondial
- 7** Journée mondiale pour le travail décent – Au plan mondial
- 12-14** Conférence pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord – IE – Beyrouth, Liban
- 12-14** Conférence internationale des enseignants sur l'enseignement du changement climatique actuel au niveau du secondaire – Dansk Naturvidenskabsformidling – Copenhague, Danemark
- 20-24** Groupe de travail/Table-ronde Europe centrale et orientale sur l'enseignement et la formation professionnels – IE – Budapest, Hongrie

Novembre 2009

- 2-5** 3^{ème} Forum mondial sur la migration et le développement – Internationale des Services Publics – Athènes, Grèce
- 2-4** Atelier sur le Toolkit for Teachers – Organisation internationale du Travail – Genève, Suisse
- 17-18** Groupe de travail sur l'Éducation, la Formation et les Politiques de l'Emploi – Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE – Paris, France
- 23-25** Conférence paneuropéenne – EI/ CSEE – Varsovie, Pologne

Décembre 2009

- 1** Journée mondiale contre le SIDA – Au plan mondial

Les Mondes de l'Éducation est publié par l'Internationale de l'éducation, la fédération syndicale mondiale représentant 30 millions d'enseignants et de travailleurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, dans plus de 171 pays et territoires à travers le monde.

Pour en savoir plus sur l'IE, allez à : www.ei-ie.org.



Internationale de l'Éducation
5 Boulevard du Roi Albert II
1210, Bruxelles, Belgique

Tel. : + 32 2 224 0611

Fax: + 32 2 224 0606

Email: headoffice@ei-ie.org

Editeur responsable: Fred van Leeuwen, Secrétaire général

Rédactrice: Nancy Knickerbocker

Assistants éditoriaux: Claude Carroué, Eva Gorsse, Timo Linsenmaier





Lors de la cérémonie de clôture du projet post-tsunami de l'IE de reconstruction d'écoles, Zurrahmah, âgée de 12 ans, s'est jointe à ses camarades de classe pour un spectacle de danse traditionnelle indonésienne. Elle fait partie des plus de 3.500 étudiants d'Aceh qui reçoivent des bourses d'études à travers le programme.